

# INFOS ET ANALYSES LIBERTAIRES

Le journal de l'organisation anarchiste

**SYNDICALISME**

**ATHÉISME**

**ÉCOLOGIE**



**ET ON EN REMET UNE COUCHE SUR  
L'ELECTORALISME !**

# SOMMAIRE

---

---

## Dossiers

---

- **Quel syndicalisme** **Pages 3 à 8**
- **Répression et violences policières partout ! justice nulle part !** **Page 9**
- **Elections quand les arnaqueurs entrent en scène** **Pages 10 à 21**
- **Elections d'ici, élections d'ailleurs** **Pages 22 à 23**
- **Pourquoi sommes-nous anachistes (Élisée Reclus)** **Pages 24 à 25**
- **Ni dieux ni maîtres** **Pages 26 à 28**
- **C'est pas les immigrés qu'il faut virer c'est le capitalisme et l'état policier** **Page 29 à 30**
- **pour une écologie radicalement anarchiste** **pages 31 à 32**

---

## Brèves et chroniques

---

- **Brève de tribunal** **Page 33**
- **Parution récente** **page 34**
- **Chronique bouquin** **page 35**

# QUEL SYNDICALISME ?

**Parler du syndicalisme en 2016 sans préciser de quoi il retourne, cela revient à brouiller les pistes ou tout simplement à éluder les véritables questionnements.**

## Le syndicalisme des origines

Le Syndicalisme c'est avant tout une «organisation» qui s'est donnée d'emblée des caractéristiques propres, des objectifs idéologiques à ne pas dépasser, des marqueurs révolutionnaires avérés et une éthique de comportement.

Ainsi nous pouvons affirmer que le syndicalisme est né en opposition au capitalisme et à l'étatisme, à savoir les deux entités qui spolient les individu-e-s d'un double point de vue :

•l'exploitation éhontée du travail réalisé par les productrices et les producteurs au profit des patrons, des dirigeant-e-s d'entreprises et depuis un certain temps des actionnaires...

•l'aliénation de la très grande majorité des femmes et des hommes aux seuls profits des décideurs et des gouvernants, avec en prime le statut unique et subi de spectatrices et spectateurs mais jamais d'actrices et d'acteurs...



La lutte des classes, née de cette situation a été le logiciel du syndicalisme pendant longtemps. Malheureusement les politiciens de «gauche» ont décrété que la représentation authentique du courant ouvrier passait obligatoirement par les Partis dits «prolétariens».



## L'intrusion de la politique politicienne

Ces partis ont très tôt abandonné le terrain de la lutte des classes au seul profit des joutes électorales, en laissant croire que des changements pouvaient s'opérer par le biais des consultations électorales, ils ont trahi les exploité-e-s et la classe prolétarienne.

Seuls des changements de personnels ont couronné durant des décennies le succès de la droite, de la gauche et/ou des autres, mais de changement de système il n'en a jamais été question.

Les syndicats - CGT, FO, CFTC, CFDT, FEN (aujourd'hui FSU), UNSA, CGC, SOLIDAIRES - à des degrés divers alimentent régulièrement les colonnes des faits divers professionnels : ici une grève de protestation, là une réunion de concertation, là encore une rencontre partenariale avec le Medef ou bien le gouvernement...



### Les buts d'hier

De grève générale il n'en est plus question. Encore moins expropriatrice et gestionnaire.

Pourtant les raisons de se révolter et y compris de renverser les systèmes d'exploitation, de coercition et d'aliénation sont nombreuses.

Le syndicalisme s'était donné comme buts, au-delà de la résistance aux attaques patronales et étatiques,

**l'abolition du salariat et du régime capitaliste d'exploitation.**

A cette époque, les affameurs se préparaient à des futurs incertains faisant suite aux affrontements qui devaient inéluctablement se produire entre les classes...



Il est bon d'insister sur le fait que les syndicalistes des origines, celles et ceux qui, en France, fondèrent la CGT, celle des Bourses du Travail, préféraient la **grève générale, l'action directe et la gestion directe** des moyens de production et d'échange aux rencontres entre «partenaires» qui ne manquent pas, de nos jours, de se dérouler autour des «tables de négociations».

## Le dévoiement conséquence des pratiques minimalistes et de la colonisation du syndicalisme

C'est à la suite d'une part de l'intrusion du réformisme et de la négociation avec l'Etat et le Patronat comme horizon minimaliste et d'autre part à la colonisation du syndicalisme -et donc de la politique politicienne- opérée par le parti communiste, que la dimension réellement révolutionnaire du syndicalisme a laissé place à une conception réformiste, minimaliste et intégrée d'un syndicalisme qui ne se contente que des «miettes» de l'action revendicative au quotidien et qui laisse aux «Partis» les tâches dites nobles de l'agencement sociétaire et l'élaboration de la politique...

Cela ne peut que nous conduire à cette réflexion : Autant le syndicalisme des origines dans son aspect antiétatique, anticapitaliste et antipolitique est révolutionnaire car il se donne **comme but** l'éradication de toutes les formes d'exploitation et d'aliénation et **comme moyen la guerre des classes**, autant le syndicalisme pratiqué de nos jours porte en lui les stigmates de l'intégration à un système qu'il dit combattre mais qu'en réalité il ne fait qu'accompagner et pérenniser !

A force de capituler et de s'opposer «à fleuret moucheté» aux turpitudes des gouvernant-e-s, des capitaliste et de la bourgeoisie ce type de syndicalisme s'est en réalité totalement intégré dans le Système !

Il n'a eu d'effets qu'une baisse incessante du nombre des syndiqué-e-s, ces derniers n'acceptant plus de se contenter de «miettes» et, la plupart du temps, de «rien du tout» !

Il est incontestable que le fait de reproduire sans cesse ce geste qui consiste à glisser des bulletins dans des urnes au moment des consultations électorales, geste que nous considérons comme la forme supérieure de la résignation, cela n'était pas l'affaire du syndicalisme et n'aurait jamais dû l'être !

Alternative au capitalisme, au libéralisme et à la social-démocratie, le syndicalisme ne doit pas se servir des armes fourbies par l'adversaire.

### Et l'humain dans tout ça ?

Le capitalisme aujourd'hui comme hier est un système qui s'attaque à l'humain.

Si le capitalisme a évolué, c'est dans le but unique de parvenir à une situation (qu'elle soit physique ou bien morale) où l'aliénation devient un horizon indépassable. Il est parvenu à aliéner au point qu'il parvient **à faire faire à des individu-e-s ce qu'elles et ils ne voudraient pas faire naturellement...** C'est à un chaos affectif et moral que le capitalisme nous convie. La mauvaise foi ne l'étouffe pas et il s'emploie à ne former et à ne fabriquer que des intelligences fonctionnelles et/ou opérationnelles. Pour le capitalisme les échanges, les marges, l'exploitation des êtres humains et des ressources, le fric et le pouvoir sans partage, tout cela représente un agencement sociétaire dans lequel le développement personnel de l'individu, de l'humain n'est même plus une variable d'ajustement : cela n'existe plus !

Mais si le Capitalisme est entièrement en cause, le syndicalisme «actuel» c'est-à-dire le syndicalisme «politique» l'est tout autant dès lors qu'il a abandonné consciemment le terrain de l'affrontement de classes. La lutte n'est plus le moteur ! Elle a laissé place à la discussion, à la compromission et aux petites conquêtes marginales et surtout aux grandes défaites...

De nos jours, les politiciens qui aspirent tous, sans exception aucune, au Pouvoir, peuvent se servir de ce moyen interclassiste, moyen qui n'a jusqu'ici porté que de mauvais fruits.

## Que nous reste-t-il à faire ?



Nous vivons sous le règne du pouvoir sans partage, de la misère du plus grand nombre et de l'enrichissement des exploités, de l'aliénation sociale, économique et culturelle.

Les syndicalistes, en revanche, surtout quand ils se réclament d'une tradition de lutte, de solidarité et de démocratie, doivent avant tout se préoccuper de la construction de l'unité ouvrière sur la base de la communauté des objectifs et des intérêts des salarié-e-s. C'est cette unité, loin des sirènes partisans, qui garantira l'émergence d'un rapport de force favorable aux victoires contre l'Etat et le Patronat.

Nous savons bien que les pressions partisans, libérales ou sociale-démocrates, qu'elles se disent «réformistes» ou même «révolutionnaires» selon que le vote se déplace d'un camp à l'autre, restent par-dessus tout du réformisme pur jus ! Il ne peut être réellement question d'autonomie syndicale quand un quelconque mot d'ordre électoral est lancé et, paradoxalement, ce sont les partis politiques qui en tirent intérêt ...

L'affrontement de classes est devenu affrontements de «lignes».

**Il est donc nécessaire que nos camarades syndicalistes se ressaisissent et qu'elles et ils adoptent une attitude plus en rapport avec le discours sur l'autonomie et sur la société égalitaire à laquelle nous aspirons toutes et tous.**

## Le syndicalisme anarchiste

«**Syndicalisme révolutionnaire**» ou «**anarchosyndicalisme**», des qualificatifs qui signifiaient jadis ce qu'un syndicalisme authentique pouvait apporter à la classe exploitée dès lors qu'il ne se contentait pas de simples changements d'équipes dirigeantes, mais qu'il aspirait à une révolution en profondeur des agencements sociaux.

Pour ces femmes et ces hommes point de trêve électoraliste ni d'errements politiques. Seule **la lutte révolutionnaire, l'action directe et la grève généraliste en continu** garantissaient à la classe prolétarienne son affranchissement.

La société rêvée par nos anciens se voulait **égalitaire, autogestionnaire, libertaire et pacifiste !** Attardons-nous ici sur trois d'entre-eux.



**Paul Delesalle (1870-1948)**, adhère à la Chambre syndicale des ouvriers en instruments de précision de Paris, devient secrétaire adjoint de la Fédération des Bourses du travail, en même temps que secrétaire adjoint de la CGT. Il participe au congrès d'Amiens à l'écriture de la charte d'Amiens et est considéré comme un des fondateurs de l'anarcho-syndicalisme.



**Emile Pouget (1860 -1931)** est un révolutionnaire et syndicaliste français. Marqué à jamais par le procès des communards de Narbonne, en 1879, il participe à la création du Syndicat des employés du textile. En 1881, il rejoint un groupe d'anarchistes français au congrès international de Londres. Le 9 mars 1883 il mène un cortège de « sans travail » en compagnie de Louise Michel. En 1889 il édite un journal pamphlétaire, *Le père Peinard* et, en 1894, il émigre en Angleterre suite à la répression des milieux anarchistes... Son séjour en Angleterre va l'aider à faire mûrir ses conceptions de l'action syndicale. De 1901 à 1908 il est secrétaire adjoint de la CGT représentant la tendance anarcho-syndicaliste. En 1906, il participe d'ailleurs à l'élaboration de la Charte d'Amiens. À cette époque, la CGT a des pratiques syndicalistes révolutionnaires proches de l'anarcho-syndicalisme. En 1907, il devient rédacteur en chef de *La Voix du Peuple*, journal édité par la CGT.



**Victor Griffuelhes (1874-1922)**. Il arrive à Paris en 1893 où il est ouvrier cordonnier. En 1899 il est délégué à l'union syndicale de la Seine dont il devient rapidement secrétaire. En 1900, il est élu secrétaire de la Fédération des cuirs et peaux.

Le 26 novembre 1901, il devient secrétaire général d'une CGT qui vivait, agrégat de fédérations de métiers sans vision commune. À sa démission le 2 février 1909, la CGT est devenue la principale et la plus prestigieuse force du mouvement ouvrier français, dotée d'une stratégie cohérente et d'une assise solide. Griffuelhes aura été un des principaux artisans de cette ascension, son travail d'organisation se doublant d'un effort de théorisation du syndicalisme révolutionnaire.

Après, ses premiers choix politiques ont été du côté des socialistes blanquistes, Griffuelhes a progressivement acquis la conviction de la nullité du parlementarisme pour émanciper la classe ouvrière. Il s'est donné alors entièrement à la CGT. Quelques années plus tard, sa personnalité se confondait entièrement avec la confédération.

Après sa démission en 1909, il participera à la revue *La Vie ouvrière*, tribune de la tendance syndicaliste révolutionnaire fondée par Pierre Monatte et, après guerre, après avoir soutenu brièvement les communistes, appuiera l'action des libertaires au sein des comités syndicalistes révolutionnaires (CSR).

Il meurt à la veille du congrès de la CGT-U à Saint Etienne. Il soutenait la motion « Besnard »

Il a rédigé la Charte d'Amiens adoptée par la CGT en 1906.

La charte adoptée en octobre 1906 par la CGT est connue à partir de 1912 sous le nom de Charte d'Amiens. Elle reste la référence théorique du syndicalisme en France...

La Charte assigne au syndicalisme un double objectif et une exigence : la défense des revendications immédiates et quotidiennes, et la lutte pour une transformation d'ensemble de la société en toute indépendance des partis politiques et de l'État.

« Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la CGT :

« La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ».

Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière. Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique : dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : d'une part il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste, et d'autre part, il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale. Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait, à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat. Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors. En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale ».

Ce texte voté par la Congrès de la CGT en 1906 s'est voulu être dans la logique du «**syndicalisme révolutionnaire**» en insistant sur l'affirmation du rôle «politique» propre du syndicat. Dans ce sens il se voulait une **affirmation de l'indépendance syndicale** face aux principaux partis socialistes français de l'époque... Il se voulait aussi être un **refus de tout lien entre le parti et le syndicat...**

Balance entre d'une part le rejet des opinions «philosophiques» en vogue dans les partis dits d'avant-garde et d'autre part d'un «révolutionnarisme» qui ne se donnait plus les moyens de combattre l'illusion politicienne, la charte d'Amiens reste malgré tout un texte important du Mouvement ouvrier hexagonal.

En France, de nos jours la CGT, FO, l'UNSA, Solidaires, la FGAAC, la FSU et les CNT, se revendiquent toujours de la Charte d'Amiens, tout en lui ôtant -pour la plupart- son contenu révolutionnaire.

# REPRESSION ET VIOLENCES POLICIERES PARTOUT ! JUSTICE NULLE PART !

A chaque manifestation contre la loi travail, les provocations, intimidations et violences policières firent, comme à l'accoutumé, partie d'une stratégie de la tension orchestrée par l'État dans un contexte de criminalisation et de répression des luttes sociales.

Le 20 avril, suite à une intrusion violente de la police, le local de la CNT de Lille a été saccagé, ainsi que deux militants interpellés. Le 28 avril, à Rennes, un étudiant a perdu définitivement l'usage d'un œil par tir de Flash-Ball. Il ne s'agit là que d'exemples, parmi tant d'autres, des conséquences de la violence policière lors de ce mouvement social. Plus récemment, hors contexte du mouvement contre la loi travail, le 19 juillet, Adama Traoré trouvait la mort par étouffement, selon les éléments concordants de deux autopsies, lors de son interpellation par des gendarmes. Ces violences policières, légitimées par l'État, ont souvent fait et continuent de faire de nombreuses victimes. Si la mort de Rémi Fraisse, victime d'une grenade lancée par un gendarme mobile, est encore dans toutes les mémoires, le rapport "L'ordre et la force" de l'ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture), rendu public le 14 mars 2016 à l'occasion de l'examen de la France par le comité de l'ONU contre la torture, énumère une longue liste des violations par la France, des dispositions de la convention contre la torture, notamment à propos des violences policières. Il recense depuis 2005, une quarantaine de personnes grièvement blessées dont 12 mineurs, et un homme mort, par l'utilisation des lanceurs de balles de défense, ainsi que 8 décès lors d'immobilisation par placage ventral ou pliage. La loi du silence du Ministère de l'intérieur et l'impunité des forces de police qui commettent ces violences, démontrent que pour l'État, le droit à la répression et à l'usage de la violence prime sur le droit des citoyens à contester ses choix et décisions. Il est illusoire de croire que le rôle des flics est de protéger les citoyens et tout aussi illusoire de penser que ces violences et leurs victimes sont de la seule responsabilité de la chaîne de commandement. De la base au sommet, du donneur d'ordre à celui qui sans état d'âme les exécute, policiers et gendarmes font profession de protéger avant tout un système qui, sous les apparences d'une démocratie en trompe l'œil, ne vise qu'à pérenniser le capitalisme et les injustices sociales. Cette situation semble pour les tenants du pouvoir la norme d'un État "de droit". Un droit dont l'État lui-même n'hésite pas à s'affranchir, au besoin en promulguant par exemple un décret d'utilité publique, une autorisation de défrichement et un dérogation à la loi sur les espèces protégées, pour lancer au forceps la réalisation du barrage de Sivens ; décisions qui seront ultérieurement invalidées par le tribunal Administratif de Toulouse le 1er juillet 2016. Pour imposer par la violence un projet contestable, annulé ensuite par la justice administrative, les flics, au service de l'État "de droit", ont assassiné Rémi Fraisse qui s'opposait à ce projet. Après que ces violences soient commises, certains, avec naïveté, espèrent que l'usage disproportionné de la force sera sanctionné et que justice sera rendu aux victimes et à leurs proches. Après tout, ne vivons nous pas dans un État dit "de droit" ? Que de fois n'a-t-on entendu après de tels drames des appels au calme, au prétexte de faire confiance à la justice et de lui laisser sereinement suivre son cours. Mais de quelle justice parle-t-on ? Celle des comparutions immédiates pour ceux qui contestent les décisions et les choix de l'État et qui est aussi celle des instructions marathon pour les zélés serviteurs du pouvoir matraquant et gazant à tout va, provoquant ainsi des dommages corporels irréversibles et parfois des décès. En pareil cas, la suite du scénario est bien réglée. Des mois, des années souvent, après le déroulement du drame, quand la pression médiatique est retombée, l'émotion, l'indignation et la révolte qu'il a provoquées oubliées, car sorties de la mémoire collective, le prononcé d'une ordonnance de non lieu exonère leurs auteurs de toute poursuite. Ainsi va la justice dans l'État "de droit" démontrant au passage qu'elle n'est, aux côtés des matraqueurs assermentés, rien d'autre qu'un outil aux mains du pouvoir pour pérenniser coûte que que coûte ce système pourri. En conclusion :

*« La France est un pays de flic,  
A tous les coins de rue y en a cent,  
Pour faire régner l'ordre public,  
Ils assassinent impunément. »*

C'est malheureusement toujours d'actualité même si l'auteur de ce couplet, quarante ans après l'avoir écrit et interprété, saute aujourd'hui au cou des flics pour les embrasser.

**Face à la répression : Résistance et solidarité !**

# Elections : Quand les arnaqueurs entrent en scène !

Les anarchistes ne votent pas.  
Ils ne veulent être la majorité qui commande  
Ils n'acceptent pas d'être la minorité qui obéit...

Albert Libertad

*Le mouvement anarchiste refuse de participer à la mascarade électorale. Pour les militant-e-s libertaires, les luttes sociales et l'action directe de tous les exploités sont les moyens idoines pour parvenir à transformer réellement la société.*

## La défiance et le rejet des anarchistes vis-à-vis d'un système pernicieux

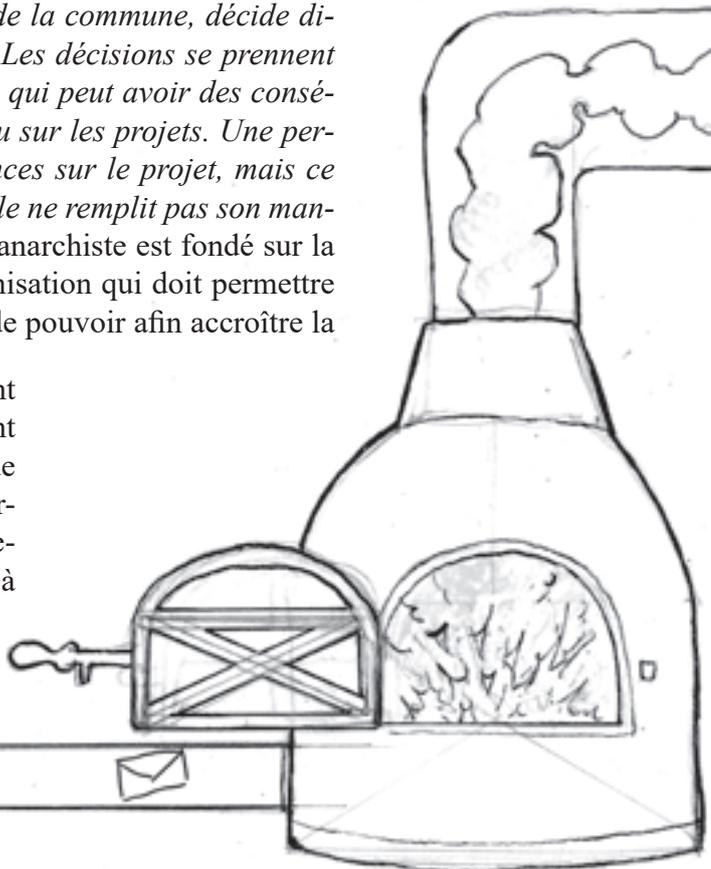
Nous avons eu très souvent l'occasion d'écrire sur ce sujet majeur qu'est l'anti-électorisme et sur l'opposition entre deux thématiques irrécyclables la démocratie **directe** et la démocratie **représentative**. La première restitue aux individu-e-s un rôle déterminant d'actrices ou d'acteurs quand la seconde nous renvoie au rang de spectateurs...

A côté des différents textes et articles qui synthétisent nos arguments contre les élections, nous insistons constamment sur notre projet alternatif fondé sur le fédéralisme et la démocratie directe lesquels seuls permettent une participation de tous à la prise de décision, sans intermédiaire.

Quand nous critiquons le principe de la délégation, nous soumettons à l'ensemble des individu-e-s le distinguo qu'il est nécessaire d'envisager quand le terme de démocratie est employé. Comme l'a écrit Jean Moniot, « *Il ne faut pas confondre démocratie, gouvernement du peuple par lui-même, et représentativité parlementaire qui n'est qu'un simulacre. La démocratie parlementaire est l'illusion de la volonté du peuple. Être représenté c'est être sous tutelle. Déléguer son pouvoir, c'est abdiquer de sa volonté dans un rapport de soumission à une autorité. Voter est un acte d'allégeance* ».

Moniot qui précise « *L'assemblée de quartier ou de la commune, décide directement, dans la liberté d'expression de chacun. Les décisions se prennent à main levée, chacun étant responsable de son acte qui peut avoir des conséquences sur autrui. Un débat de fond doit avoir lieu sur les projets. Une personne peut alors être mandatée pour ses compétences sur le projet, mais ce n'est pas elle qui le décide et elle est révocable si elle ne remplit pas son mandat* » précisant ce faisant que le projet de société anarchiste est fondé sur la fédération libre des communes... La forme d'organisation qui doit permettre de limiter sinon éradiquer totalement les rapports de pouvoir afin accroître la liberté individuelle.

Pour finir sur ce registre, les anarchistes envisagent l'autogestion comme une fin tout en considérant qu'aujourd'hui elle est un moyen : les comités de lutte, les espaces autogérés peuvent et doivent s'organiser, ici et maintenant de manière autonome, selon un fonctionnement libertaire afin d'intégrer dès à présent la forme différente de société à construire...



Radios, télé et presse écrite relais du Pouvoir...

Le Pouvoir médiatique de son côté s'emploie à piper les dés en ne mettant en scène que de faux débats, en alimentant constamment des polémiques politiciennes et en valorisant les personnalités qui n'ont de cesse que de se faire passer pour des «dirigeants».

Ainsi les discours sur la nécessaire rigueur, d'où qu'elle vienne, représentent-ils le seul horizon auquel les électrices et électeurs futurs sont convié-e-s.

Il est question de programmes «différents» quand il est aisé de voir que tout ce qui est proposé n'est en définitive «différent qu'à la marge».

Sur l'essentiel, les nombreuses et nombreux candidat-e-s qui piaffent d'impatience pour occuper le «siège sacré» et ainsi tirer le gros lot ne se préoccupent que de leur propre égo, leurs propres intérêts et leur courbe de carrière personnelle...

Les guignol-e-s s'agitent devant un public médusé

Si les propositions des un-e-s et des autres étaient tant soit peu différents, nous nous en apercevriions sans trop de difficultés. Mais voilà, ils et elles nous bourrent le mou !

A Gauche...

La majorité sortante dite de «gauche» ne va-t-elle pas s'entre déchirer par candidatures et primaire interposées?

• **Benoît Hamon**, l'ex fan de Martine Aubry veut aujourd'hui voler de ses propres ailes.

Socialiste se réclamant de l'aile gauche du parti, il milite pour une forte intervention de l'État dans l'économie. Il est partisan d'une restriction du libre-échange et de la nationalisation d'établissements bancaires. Il promet également d'abroger la loi travail s'il est élu.

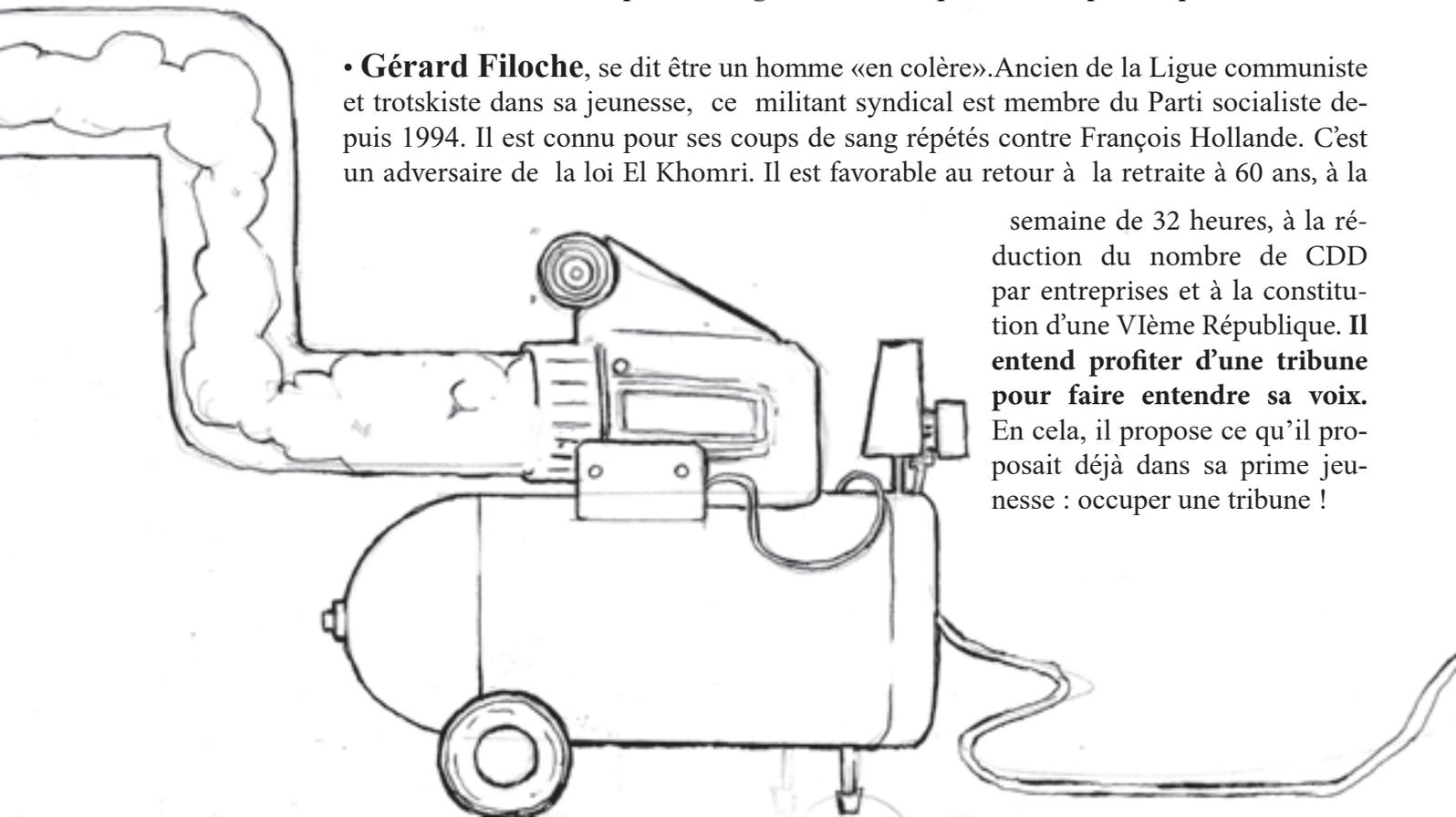
Il a comme ambitions de proposer une «alternative» alors dit-il que «les quinquennats se succèdent (...) mais que les problèmes essentiels des Français restent sans solution». Il pense pouvoir l'emporter.

• **Marie-Noëlle Lienemann** se veut frondeuse. Cette sénatrice du PS veut réaliser un virage à gauche de l'exécutif. Elle se dit favorable à la «démonarchisation» des institutions passant par la suppression de l'article 49.3 de la Constitution et la nomination du premier ministre par le Parlement.

**Son ambition est de décrocher le leadership de l'aile gauche du PS que beaucoup se disputent.**

• **Gérard Filoche**, se dit être un homme «en colère». Ancien de la Ligue communiste et trotskiste dans sa jeunesse, ce militant syndical est membre du Parti socialiste depuis 1994. Il est connu pour ses coups de sang répétés contre François Hollande. C'est un adversaire de la loi El Khomri. Il est favorable au retour à la retraite à 60 ans, à la

semaine de 32 heures, à la réduction du nombre de CDD par entreprises et à la constitution d'une VIème République. **Il entend profiter d'une tribune pour faire entendre sa voix.** En cela, il propose ce qu'il proposait déjà dans sa prime jeunesse : occuper une tribune !



• **François de Rugy** est «écolo-centriste» mais surtout ambitieux. Au « verts » dès 1997, il est député depuis 2007. En mars 2016, il quitte EELV. Car dit-il, il regrette sa «dérive gauchiste». Il cofonde le Parti Ecologistes qu'il juge plus compatible avec la ligne gouvernementale.

En mai 2016, il rejoint le groupe socialiste au Palais-Bourbon. Réformateur, il refuse de laisser à la gauche contestataire le «monopole» de l'écologie.

Il «souhaite porter le projet écologiste», rôle qu'il aura l'occasion de disputer à Jean-Luc Bennahmias, un autre participant à la primaire.

Homme politique ambitieux, de Rugy souhaite également surtout asseoir sa notoriété.

• **Jean-Luc Bennahmias** est l'écolo pro-Hollande. Il adhère au Verts en 1984 et il y soutient l'alliance avec la gauche. Après la présidentielle de 2007, déçu par les scores de son parti, il rejoint le MoDem de François Bayrou dont il sera vice-président. Il s'en éloigne finalement en 2014, réprouvant l'alliance du parti avec l'UDI. Il lance en 2015 un nouveau mouvement, le Front démocrate. Il participe à la création de l'Union des démocrates et écologistes (UDE), une confédération des partis écologistes pro-gouvernement.

Il veut porter dans les débats de la primaire les sujets qui lui sont chers. L'écologie bien sûr, mais aussi sa vision d'une Europe fédérale... Des thèmes sur lesquels il aura l'occasion d'affronter son camarade mais néanmoins adversaire François de Rugy. En définitive il devrait apporter son soutien à François Hollande, qu'il rencontre régulièrement.

• **Arnaud Montebourg** a sans surprise déclaré sa candidature le 21 août à Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire), après avoir amorcé son retour en politique en mai 2016. Il est issu des rangs de la gauche du PS et a à cœur de rassembler au-delà de la gauche en défendant un projet « socialiste », mais « pas seulement » !

Un projet qui, dit-il «...puise son inspiration dans les sources du gaullisme».

Il maintient toujours l'ambiguïté sur sa participation à la primaire et laisse même entendre qu'il pourrait se présenter en dehors -une posture destinée à renforcer sa popularité auprès de la gauche hostile au PS, selon le premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis.

• **Emmanuel Macron** a démissionné il ya peu du gouvernement. Selon l'Élysée, pour « se consacrer entièrement à son mouvement politique ». Si ce départ ne signifie pas à ce stade qu'il soit candidat à l'élection présidentielle, cela y ressemble malgré tout ! Selon ses proches, il devrait présenter ses propositions en octobre, proches qui ajoutent qu'«Il ne sera pas candidat pour être candidat. [...] Il ne veut pas prendre rang pour 2022».

Ancien banquier de 38 ans, il a réaffirmé récemment qu'il n'était «pas socialiste». Il ne devrait pas semble-t-il se présenter dans le cadre de la primaire lancée par le PS... Il déclare s'affranchir du clivage droite-gauche... Lors d'une émission sur France Infos et à propos de la présidentielle, Macron a déclaré « cette élection n'est pas une affaire d'ego ».

Il est évident que le dernier terme de l'équation macronienne peut s'écrire «égaux» tant le félon a un égo démesuré et qu'il ne semble pas loin de penser qu'aucun adversaire n'est à sa hauteur...

• **François Hollande**, devrait se lancer dans la bataille et, à tout seigneur tout honneur, il finira par faire avaler que son bilan est positif alors qu'il n'a pas cessé de renier ses engagements de janvier 2012. Mais si cela peut lui être imputé, il faut savoir que tous les candidats qui l'ont précédé ont agi de la même manière. Les promesses n'engagent que les fidèles électeurs qui les entendent et veulent bien lui accorder du crédit...

Avec ça, rien n'est joué d'avance et ce François-là peut faire une deuxième tournée comme François 1er, avant lui, l'avait fait entre 1981 et 1995. Alors....

**Lui il n'ira pas à la primaire**



• **Jean-Luc Mélenchon**, ancien barde socialiste arborant son train de sénateur nous propose une insoumise». Il est annoncé via la «presse purée» comme étant «le» candidat de «l'extrême gauche» et information d'une importance extrême : il aurait «déjà perdu 5 kilos grâce à un régime fait de quinoa et de plats végétariens...».

Sa diète politique lui permettrait de gagner en voix (écolo ?) ce qu'il perd en poids !

Ce qui est sûr, c'est qu'il n'a pas attendu d'avoir l'aval du «Front de gauche»... Sa candidature se voudrait loin des sirènes de la primaire «socialiste»

Programme qu'ils nous disent, là où seul l'intérêt personnel compte

## Et lui peut-être... ou, quand ça démange le PCF...

• **Pierre Laurent**, un brin agacé, a déclaré, «Le PCF a les moyens d'avoir un candidat»...

Il mise pourtant sur la fête de l'Humanité pour tenter une dernière fois de rassembler les forces situées à la gauche de la majorité. Il va «proposer une nouvelle méthode (aux) candidats qui vont tous venir à la fête de l'Humanité : que chacun acte les points qui nous sont communs».

Pierre Laurent espère renouer avec la dynamique observée dans la rue. Mais si la division devait encore persister, les communistes prendraient quand même leur part dans l'affrontement. C'est certainement pour ça qu'il convoque dans les urnes la dynamique observée dans la rue !

Décidément, place du Colonel Fabien les neurones sont toujours déconnectés de la lutte des classes...

Ajoutons qu'entre P. Laurent et J.L. Mélenchon les tensions n'ont pas disparu. Et pourtant, dans son propre parti, certains n'ont pas attendu. Ainsi une trentaine d'élus ont déjà apporté leurs parrainages à Mélenchon en vue de 2017.

Centralisme démocratique et luttes d'EGO.

## Et les écologistes dans tout ça ? Eh bien eux aussi ont une primaire...

C'est **Yannick Jadot** qui portera la casaque verte lors de l'affrontement présidentiel. Yannick Jadot a défait **Michèle Rivasi** au second tour de la primaire. Rivasi était pourtant partie en campagne dès l'été 2015 et se voulait «la candidate de l'authenticité, d'une écologie qui lie urgence sociale, environnementale et démocratique». Les trois autres devaient donc être à ses yeux des candidat-e-s en toc...

Quant à **Karima Delli** et **Cécile Duflot**, elles ont échoué au soir du premier tour.

La première des deux, au sein de la primaire, voulait représenter l'aile gauche du parti et défendre «une écologie populaire».

Quant à l'ex-ministre, elle savait qu'elle jouait gros dans cette affaire. Elle avait même mis en avant sa «solidité» et son «expérience» pour faire de la primaire un «marchepied pour la présidentielle».

Tout cela n'y a rien fait, les battues du premier tour de piste ont ainsi pu montrer qu'une écologie «populaire» ne pouvait exister. Alors, «bourgeoise» leur écologie ? ...

Yannick Jadot, aux côtés de Thomas Piketty et Daniel Cohn-Bendit -son mentor, a donc raflé la mise ! Par le passé, il a été accusé de jouer trop personnel. Ego démesuré sans doute. Il est issu de l'aile droite du parti.

## Il ne manque plus que des candidats centristes

Les candidatures aux primaires de 2016 se multiplient sans qu'aucune sauf peut-être celles de R. Yade, ne vienne du centre. Même si chacun des candidats de droite a pris soin d'ouvrir suffisamment grand son éventail de propositions afin d'attirer à lui l'électorat centriste, aucun ne s'étend sur la place qu'il laisserait à cette formation sur l'échiquier politique.

Or, si les Républicains ne sont pas clairs en la matière, force est de constater que la situation est tout aussi confuse au sein même de l'UDI, laissant ainsi à **François Bayrou** le «monopole» du centre.

Il faut noter qu'une ligne **Jean-Christophe Lagarde**, président de l'UDI, existe bel et bien. Le président du Centre et fondateur des «Bâtisseurs de l'UDI», semble renoncer à la participation aux primaires, mais défendant le passage d'accords électoraux avec les républicains...

L'autre ligne, celle d'**Hervé Morin**, consisterait à reprendre une méthode qui a fonctionné afin d'offrir à sa formation une sortie honorable de l'écueil politique majeur de 2017. Ses négociations anticipées avec son ami et non moins riverain Bruno Le Maire lui ont permis de mener une liste d'union LR-UDI à la victoire dans une triangulaire face au PS et au FN. Négocier le soutien de l'UDI au candidat désigné en novembre 2016 en échange d'un nombre suffisant de circonscriptions afin que cette formation puisse peser efficacement à l'Assemblée Nationale serait pour lui le meilleur des scénarios.

Or, la manœuvre de LR qui consiste à donner les investitures des législatives avant l'été, confirme que les héritiers du parti gaulliste ne sont pas prompts au partage.

Se réveillent ainsi les velléités indépendantistes des militants UDI, mais aussi de plus en plus celles de cadres.

François Bayrou ne s'est pas privé d'expliquer que seule la victoire d'Alain Juppé aux primaires le ferait renoncer à la présidentielle. Cela lui a valu d'être, à ses dépens, la vedette du second débat de la primaire de droite, essuyant les attaques de Sarkozy l'énervé, et celles des autres comparses, à l'exclusion d'Alain Juppé, mais là c'est normal puisque Bayrou soutient Juppé (comme la corde le pendu ?).

Le président du MoDem apparaît aujourd'hui comme le représentant le plus en vue du centre et pourrait tirer à lui le bénéfice d'une situation complexe et légitimer un peu plus sa participation à l'échéance suprême. Quid alors de la survie de l'UDI? Une affaire à suivre...

Dans tous les cas les intérêts personnels apparaissent bien plus importants, ici comme ailleurs, que les intérêts du plus grand nombre. **L'électoratisme n'est bien qu'une affaire de «gamelle»...**

### **Elle, elle a déjà choisi...**

**Rama Yade** a rejoint la longue liste de prétendants. L'ancienne secrétaire d'Etat sous le gouvernement Fillon, a été exclue du Parti radical. Elle est partie dans la course à l'échalote sous la bannière de son nouveau mouvement, «La France qui ose». Elle ne tient pas à passer par la case de primaire à droite par fidélité à des convictions « gaullistes ».

Elle a déclaré vouloir diriger la France mais ne pas vouloir en être la reine...

Et pourtant elle porte ce titre en bandoulière...

### **A Droite Toute(s)... (et tous) !**

La mal nommée primaire de la droite « et du centre » n'offre pourrait-on dire que du cheptel «républicain». Pas moins de 14 concurrent-e-s désiraient s'affronter en nous bassinant avec leur volonté de discuter mais en évitant de se voler dans les plumes...

Là aussi les égos peuvent donner toute leur mesure.

Issu-e-s d'un même parti, elles et ils n'étaient pas moins de 14 à penser devenir Khalife à la place du Khalife. Toutes et tous gaullistes, toutes et tous libéraux, toutes et tous autour de valeurs en proximité, mais chacun-e pour sa gueule !



L'élection à la présidence, au même titre que tous les autres types d'élection, n'échappe pas à ce constat plein de bon sens : pendant que vous votez elles et ils rigolent.

Au final pas de changement, mais l'élu peut en profiter ! Ici c'est pendant cinq ans....

### **Au soir du 9 septembre, 7 d'entre elles-eux ont été sélectionné-e-s.**

**Alain Juppé** promet «Un seul mandat, un seul président». Sur la première partie de la formule nous pourrions rétorquer que même « un seul mandat » c'est déjà un de trop ! Mais « un seul président... » ça signifie quoi ?

Peut-être pense-t-il en disant cela qu'un des candidats et non le moindre aurait en tête de redevenir président même s'il n'est pas élu ?

- **Nicolas Sarkozy** milité pour « un Etat fort ». Ses outrances « descend ici si t'es un homme » et « casses toi pauvre con » montrent si besoin était que ce comique est un bateleur mais il sait aussi être un vrai danger pour les gens qui ne sont pas de son monde. C'est sûr que palper 200 000 euros par conférence ça vous en impose. Une autre histoire, c'est que le Nicolas qui a déjà cagué un premier mandat tient à refaire un tour de manège car la place est juteuse.

Avec lui pas de problème : c'est plus de cadeaux pour les patrons (notamment ceux du CAC 40) et pour les autres : rien, nib, que tchi !

Mais il restera toujours les yeux pour pleurer.

- **François Fillon** avance fort de son slogan : «On ne recule plus». Les sondages lui attribuent une percée qui le positionne en troisième homme de la primaire de la droite...

Cette percée ne doit pourtant rien au hasard et traduit le changement de stratégie de l'ancien premier ministre. Jusque là il se refusait à lâcher ses coups, se gardait de critiquer ouvertement les propositions de ses adversaires. Il ne se contente plus de cibler Nicolas Sarkozy même s'il charge abondamment Nicolas et les casseroles qu'il a au cul, il attaque volontiers «ceux qui disent qu'on peut redonner de l'espérance avec des tisanes sont des bonimenteurs». Il veut pour la France, «un traitement de choc», loin des soins palliatifs que voudraient administrer ses adversaires.

Un programme d'Ego qui est aussi un programme «dégâts»...

- **Bruno Lemaire** la joue slogan « jeuniste ». Ne reculant devant rien, il déclare « Le renouveau, c'est Bruno » et il ajoute « La primaire, c'est Le Maire ». Méchant programme. Ce Bruno il sort directement de l'école du cirque (électoral).

Clown blanc mais à coup sûr pas toujours marrant le bougre...

- **Jean François Coppé** promet « le sursaut français ». A croire que les autres candidats à la primaire de son camp ne veulent de sursaut que venant de l'étranger...

Aujourd'hui, s'il n'est plus question de « pains au chocolat » il n'en reste pas moins que ce pygmalion de la politique reste difficile à croire sur parole...

- **Nathalie Kosciusko-Morizet** plus connue par des initiales chiques «NKM» a une grande soif de succès. Femme politique de droite et membre du parti Les Républicains, elle est considérée comme une spécialiste des questions environnementales. Mais ce qui est sûr c'est qu'elle veut en découdre avec le chef.



Pourtant libérale, elle se présente comme différente des autres candidats sans trop préciser en quoi elle est différente sur l'essentiel...

Ou peut-être ne s'agit-il là encore que d'une affaire d'égo !

- **Frédéric Poisson** l'alter ego de est la relève de Christine Boutin est président du Parti Chrétien Démocrate et partant pour les primaires de la droite et «du centre» propose de «supprimer le Conseil Français du Culte Musulman». Il dénonce pèle mèle «l'hypocrisie d'Etat qu'est l'état d'urgence !» et «le rôle essentiel des syndicats !», qu'il tient à rappeler par ailleurs ce qu'il devrait être...

Il considère que « les profanations d'églises dans Paris», « l'affaire Dieudonné» et les «sorties nocturnes du Chef de l'Etat» sont tout sauf des faits divers.

La politique familiale est au centre de sa campagne...

Il insiste sur le fait que «La manière dont un certain nombre de musulmans envisagent la vie en société pose problème aux Français»

## Les huit autres n'ont pas réussi à obtenir l'onction partidaire

- **Hervé Mariton** ayant eu du mal à rassembler les parrainages a vu Fillon voler à son secours. Malgré cette « courte échelle » bien peu «amicale» et fort intéressée, aide que Mariton a refusée, ce partisan inconditionnel de la Manif pour tous n'a pas digéré d'être recalé.

N'ayant pas pu fédérer autour de sa candidature autant de soutiens qui lui était demandé, il s'est donc vu renvoyé dans son « bac a sable »... **Bonne nuit les petits (candidats)...**

- **Michèle Alliot-Marie** militait pour «le printemps des libertés».

Peut-on penser que, dans le même temps, ses concurrent-e-s direct-e-s à la primaire militaient, elles et eux, pour un «hiver en taule».

Il faut se souvenir qu'à une époque pas si lointaine la Ministre de la «justice» **était encline à mettre ces mêmes libertés entre parenthèses quand il s'agissait des «gauchistes».**

- **Frédéric Lefebvre** a lancé à la cantonade : «Ne vous résignez pas» ... Merci pour le conseil !

Il ajoutait, un tantinet «gauchiste et/ou chiraquien» qu'il milite «contre la fracture sociale» en précisant «tout le monde ayant échoué, à gauche comme à droite, n'est-il pas temps de renverser la table à l'occasion de la prochaine élection présidentielle ?»

Avec des accents gaulliens (?), c'est de ses terres de l'étranger qu'il lançait ses appels au peuple.

**Un de plus qui se pensait indispensable...**

- **Geoffroy Didier** nous informait «Nous avons changé de monde». Ah bon !!!

Humoriste dans l'âme il déclarait : «C'est comme dire à un marathonien qu'il n'ira pas au bout des 42 km alors qu'il y est presque», parlant de sa participation hypothétique à la primaire...

Ce fondateur de la Droite forte, nous a précisé qu'avec son courant, il a « fait 350 déplacements de terrain depuis 2012», **avec baskets aux pieds (?)**...

Pourtant il lui restait à convaincre encore les 20 parlementaires et cela s'est avéré plus compliqué, irréalisable même !

Geoffroy ,légèrement contrarié, est allé jusqu'à dire que «la primaire de la gauche était finalement plus ouverte».

**Virevolte, le voilà qui passe de la droite dure à la gauche molle...**



• **Nadine Morano** a déclaré sans respirer «Tous des lâches» et elle a annoncé son programme : «Servir la France». Elle a oublié d'ajouter qu'elle la voulait de race blanche...

Quant aux lâches, nous pouvons supposer qu'elle visait aussi (surtout ?) son propre camp...

La fauve a été lâchée mais elle n'est pas parvenue pas à se qualifier pour les primaires. A coup sûr elle va faire tout de même du dégât...

• **Henri Guaino** a été tenu en échec pour la primaire. Il le savait dès le départ au point même que ce gaulliste de fer avait prévenu que «s'il n'était pas retenu pour le scrutin des 20 et 27 novembre, il **irait directement à la case présidentielle**».

Pourtant, dès le mardi 6 septembre, il venait de retirer sa menace.

C'est que tous les autres n'en finissaient pas de trembler !

Alors que les prétendants avaient jusqu'à vendredi pour déposer les signatures indispensables (250 élus dont 20 parlementaires et 2500 militants), le député des Yvelines convenait qu'il ne les aurait pas.

Guaino droit dans ses bottes a prévenu «Le 9 septembre, je m'adresserai aux Français et je dirai tout ce que je pense de ce système de primaire, de la façon dont elle est organisée».

**Et tout ça sans s'en aller à Londres...**

• **Jacques Myard** s'est dit être un gaulliste en colère. Il a posé la question de la souveraineté de la France... Ses sorties médiatiques ont été à la hauteur de ce qu'un politicien de merdre peut produire. Exemples : « je ne parle pas aux connes » « les langues étrangères s'apprennent à partir de quinze ans, lorsqu'on va voir les petites Anglaises ou les petites Allemandes. ».

A l'assemblée, répondant à Barbara Pompili, il déclarait : « Pas du tout, j'ai dit ceci : on me dit qu'il faut prendre en compte l'homosexualité parce qu'elle existe. J'ai dit qu'à ce moment-là, toutes les perversions sexuelles... Le zoophile existe, vous allez le prendre en compte ? »

**Hors primaire à droite ...**

• **Nicolas Dupont-Aignan**, candidat souverainiste de «**Debout la France**», a attaqué entre autres ses anciens amis du RPR et de l'UMP, devenu Les Républicains. « La primaire c'est une infâme tambouille politicienne pour recycler des hommes politiques avariés », a-t-il lancé au nom du gaullisme. Parmi ses propositions : « l'inéligibilité à vie des élus condamnés », ce qui aurait notamment concerné Alain Juppé. Il considère «en marche», le mouvement de Macron comme la marionnette des nouveaux « maîtres du monde ». Il en appelle à «une révolution du bon sens» autour d'un projet bâti sur trois idées : «souveraineté du peuple, appel de la liberté, espérance de la justice».

L'espace qu'il entend occuper est identique à celui de Marine Le Pen mais il se considère le mieux placé pour «rassembler les patriotes».

• **Jacques Cheminade**, présent lors des présidentielles précédentes a déclaré repartir une fois encore afin d'aider les Français qui souffrent. Un de plus...

Il dit aux Français ce qu'ils pensent : «vous ne croyez plus au régime des partis». Partis dit-il qui seraient devenus incapables d'œuvrer au bien commun... Probablement pensait-il qu'ils ont pu l'être un jour ? Dans tous les cas, ses discours fumeux aux relents souvent autoritaires nous laissent imaginer le parti qu'il pourrait représenter...



## A l'extrême droite et chez les ultra-nationalistes...

• **Marine Le Pen** et son parti «bleu» se fendent d'un programme clef en main. Concernant la «démocratie, les institutions et la morale publique» ils nous disent s'agir là de principes fondamentaux dont est issu l'attachement de la Nation et de la libre expression de toutes les opinions. Démocratie qu'ils jugent «gravement entravé(e)» à cause d'une dérive laissant disparaître la défense de l'intérêt général au bénéfice de la défense d'intérêt particulier.

Il y est dit qu'avec le référendum d'initiative populaire il y aurait un réel exercice de la «démocratie directe» et à cela s'ajouterait «le retour de la liberté de la presse et d'Internet»

Démocratie directe et liberté de la presse et voilà les gadgets quand on sait que celles et ceux qui aspirent à ce type de démocratie rejettent le système électoraliste et qu'elles et ils se voient traités de «gauchistes» et autres noms d'oiseaux par le FN. Ce même FN qui sous la houlette du père faisait des procès au Monde libertaire en guise de «liberté de la presse»

• **Henri de Lesquen** tient à agir «pour que la France redevienne la France.»

Il veut mettre un terme à l'immigration-invasion notamment avec l'abolition du droit d'asile. Il veut réformer le droit à la nationalité.

«L'ordre sera rétabli ... au besoin par l'armée. Les honnêtes gens pourront porter une arme.» **C'est qu'il a une tête d'honnête faf le bougre !**

Il souhaite restaurer la liberté d'expression en abrogeant ce que représente la législation antiraciste... Ainsi pour ce démo-crotte, le simple fait d'évoquer les différences raciales ou de critiquer la religion de la Choah ne doit plus constituer une infraction pénale...

«**Heil Lesquen**» entend-on monter de son Q.G.

Fin de l'égalitarisme scolaire, loi Veil abrogée, avortement tenu pour un crime, ce fou de démocratism se déclare «pour un racisme républicain positif, sans haine et sans reproche»... et au final il s'apprête à combattre le cosmopolitisme culturel.

L'Etat combattra le cosmopolitisme culturel et l'art dégénéré qui en est le produit.

Vous voyez par vous-mêmes, tout est admis dans le cirque électoral !

• **Louis de Bourbon** s'est fendu d'un tweet royal...

À l'attention : de tous les royalistes et catholiques de l'église romaine

Bonjour à vous,

je suis pour la monarchie, que le Roi Louis de Bourbon et la Reine Marie Marguerite (montent) sur le trône de France 2017. Il n'y a plus de royalistes, des pauvres fous du Front National. Nous ne voulons plus de politiques, ce ne sont que des voleurs, à droite comme à gauche, et ainsi de suite.

Que dieu bénisse le Roi et la Reine.

Et comme le disait la chanson : **Et le roi des cons sur son trône...**

• **Philippe Tauzin**, général de divisions dans l'armée de terre, effectue, depuis quelques semaines, un tour de France pour présenter «Rebâtir la France, le projet présidentiel.»

Il a déjà fait salle comble à Nice, Lyon, Nancy, Versailles, Clermont-Ferrand... et a obtenu 13.000 « Likes » sur Facebook...

La dénonciation de la décadence française et son habit de général ne serait «pas sans rappeler - toute proportion gardée- l'homme du 18 juin» écrit-on ici ou là...



Décidément l'Homme du 18 juin est convoqué à toutes les sauces...

Ce qui plaît chez ce candidat ( ? ), «c'est que, contrairement aux Républicains ou au Front national, il ne cède rien à l'hégémonie culturelle de la gauche.»

Sur des thématiques aussi variées que «...l'immigration, l'Europe, la laïcité ou encore le mariage et l'avortement...» Lydéric Enchery le maire de Culey (meuse) annonce :

«le général a des couilles». **Tout un programme sous la ceinture...**

## **Et last but not the least (électorales) : Ceux de l'extrême gauche...**

Les un-e-s et les autres ne passeront pas par la case des primaires, préférant faire la course en solitaire.

**Non pas en solidaire, mais en solitaire...**

Il est vrai que leurs mouvements comptent pour «beaucoup» dans le paysage hexagonal. !!!

Au point qu'élection après élection ils se ramassent des gamelles, mais en bon amateurs de la flagellation électoraliste ils y retournent sans rechigner...

Si les centristes attribuent au système «des vertus républicaines et démocratiques» ce qui n'est pas pour nous étonner venant de politiciens carriériste qui se satisfont grosso modo de la situation sociétale (sociale, économique, culturelle, politique etc...) dans laquelle nous surnageons, les candidats de l'extrême gauche, par leur participation, attribuent au système honnis une certaine légitimité. Le discours révolutionnaire dont ils nous gratifient ne peut que nous laisser sceptiques...

### **• Gérard Schivardi • Nathalie Arthaud • Philippe Poutou**

Mais il nous est désagréable de constater que les camarades trotskistes poursuivent inlassablement une chimère révolutionnaire, en étant empêtrés encore et toujours dans l'illusion électoralistes.

L'abandon des luttes et des moyens idoines nécessaires au renversement du vieux monde est non seulement une erreur éthique et politique grave, mais de plus cette erreur se double d'une bêtise abyssale en se présentant en ordre dispersé... Trois participant-e-s pour une même cause ?????

### **Le bonnet ou... le pompon**

• **Christain Troadec** la figure emblématique du mouvement des Bonnets Rouges a choisi de participer à la foire aux ânes en troquant son bonnet «rouge» pour un bonnet moins populaire... La version vendéenne du 21ème siècle paraît bien pâle à sa devancière...

• **Paul Mumbach**, maire de Dannemarie, a annoncé par voie de communiqué son souhait être candidat à l'élection présidentielle de 2017. Il compte se présenter sous la bannière du nouveau parti politique Les Fédérés, fondé en 2015.

En janvier, Paul Mumbach avait annoncé qu'il formerait un « binôme polyvalent » avec son homologue de Bretagne, Christian Troadec en ajoutant, «Le candidat lui-même n'a pas d'importance, ce sont les idées que nous défendons qui comptent»,

Il se présente comme «le seul candidat à défendre les collectivités territoriales en général et les maires en colère en particulier».

### **Faute de biniou il y aura les cigognes...**

A l'origine, un peu plus d'une quarantaine de candidatures au poste suprême, prêt-e-s à mener (en bateau) 65 millions de personnes...



**Toutes et tous ne figureront pas sur la dernière ligne droite mais elles et ils ont le même appétit, celui du Pouvoir !** Leurs promesses d'aujourd'hui resteront «lettres mortes» quant à changer réellement les choses ! Tout au plus celle ou celui qui l'emportera viendra nous pourrir la vie, en nous prenant une fois de plus pour des con-ne-s. Et l'affaire sera pliée un quinquennat durant...

**Ne resteront donc convaincu-e-s de l'inanité de ce système que celles et ceux qui le voudront bien !**  
Aujourd'hui comme hier nous vous convions à désertier le vote pour vivre la révolte.

Il ne s'agit pas d'une simple posture morale mais d'une rupture avec l'Etat et le capitalisme. Aucune et aucun candidat, y compris de la gauche radicale ne remet en cause la démocratie représentative et la délégation du pouvoir.

Se rendre aux urnes, une fois de plus, constituerait une soumission au Pouvoir politique et à celles et ceux qui en tirent profit : les politicien-ne-s, les gouvernant-e-s, les capitalistes, les femmes et les hommes d'un bord à l'autre de l'échiquier, et même celles et ceux de la supposée gauche radicale. Pire, la revue Vacarme persiste dans son projet de soumettre les luttes sociales aux politiciens de gauche.

Pour toutes et tous ces comiques troupiers, à «gauche», les luttes doivent se cantonner à un débouché politique pour les choses sérieuses. La soumission à l'Etat s'apprend dès l'école...

Aujourd'hui, les mouvements sociaux ne doivent se contenter que de quelques droits et miettes que les gouvernants daignent leur octroyer.

Bien au contraire, loin de l'électorisme, les mouvements de lutte doivent devenir autonomes et radicaux pour s'inscrire dans une rupture avec l'Etat et le capitalisme.

Le fait de voter n'est pas une honte en soi mais c'est à coup sûr un choix aux conséquences désastreuses car il réduit l'action «politique» à un cadre institutionnel, étatique, bureaucratique.

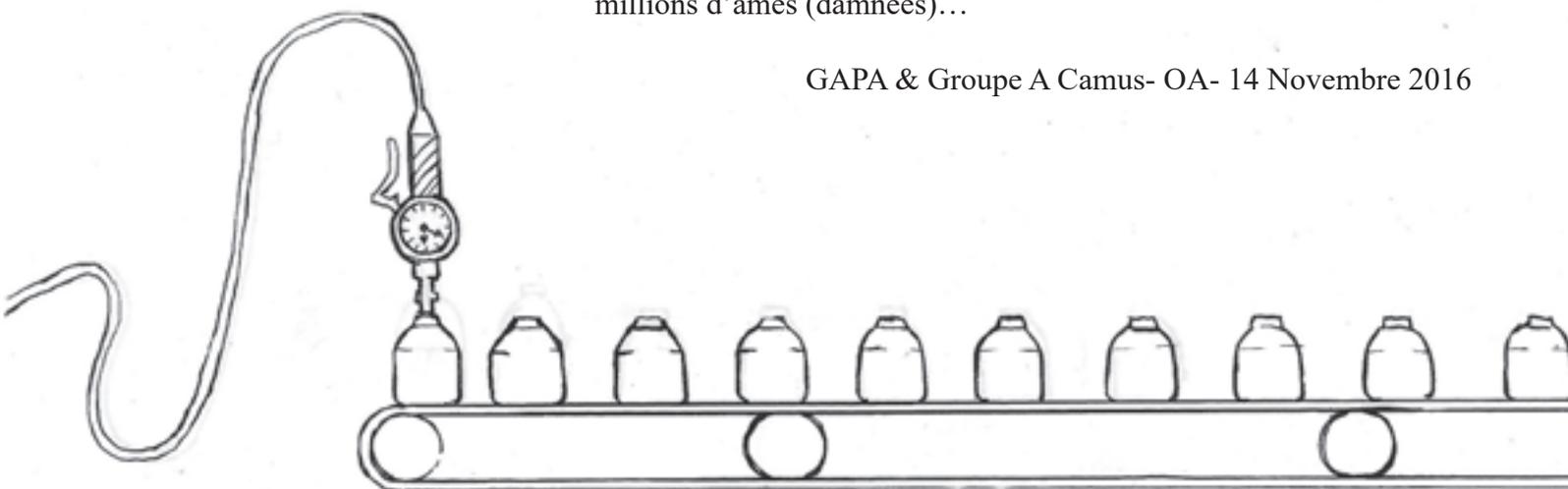
Pour nous, la politique s'exprime dans la lutte, la révolte et la volonté de briser, les rouages de l'Etat et du capital.

Toutes nos critiques, toutes nos réserves et tout ce qui légitime notre volonté de porter ailleurs que dans les urnes nos efforts et nos luttes pour renverser le vieux monde et pour éradiquer tous les systèmes de Domination, tout cela vient d'être validé, si besoin était, par la présidentielle américaine qui a accouché d'un éléphant rouge/brun aux idées nauséabondes, un milliardaire qui fait majoritairement roucouler celles et ceux qui sont démuni-e-s d'à peu près tout !

Renversement des valeurs ? Certainement !

Mais certainement aussi un total décalage et pourquoi ne pas dire connerie d'un système qui pousse à choisir le plus mauvais canasson des deux, ici le démagogue plutôt que la menteuse, en se berçant d'illusions et en présentant un mec totalement déjanté comme un être capable de mener un pays, ou plutôt un troupeau de 350 millions d'âmes (damnées)...

GAPA & Groupe A Camus- OA- 14 Novembre 2016



## Il y un siècle, Sébastien Faure nous éclairait sur les méfaits de l'électoratisme...

Par qui est composée la Chambre?

Électeur, aurais-tu la naïveté de croire que le Parlement rassemble l'élite de la nation ? Penses-tu que la Chambre réunit les gloires de la Science et de l'Art, les illustrations de la Pensée, les compétences de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture, les probités (?) de la Finance ? Estimes-tu que le redoutable pouvoir de gouverner un peuple de quarante millions d'habitants est dévolu aux plus honnêtes et aux plus méritants ?

Si oui, détrompe-toi. Promène tes regards sur les travées de la Chambre et vois par quels gens elles sont occupées : avocats sans cause, médecins sans clientèle, commerçants douteux, industriels sans connaissances spéciales, journalistes sans talent, financiers sans scrupules, désœuvrés et riches sans occupations définies.

Tout ce monde intrigue, bavarde, marchande, agiote, fait des affaires, se démène, se bouscule et court à la recherche des plaisirs, de la richesse et des sinécures grassement rétribuées.

Cela t'étonne, électeur candide ? Une minute de réflexion dissipera ta surprise. Demande-toi comment il se fait que X, Y ou Z soient députés.

Leur siège est-il la récompense des mérites manifestes, des actions d'éclat, du bien accompli, des services rendus, qui les ont recommandés à l'estime et à la confiance publiques ?

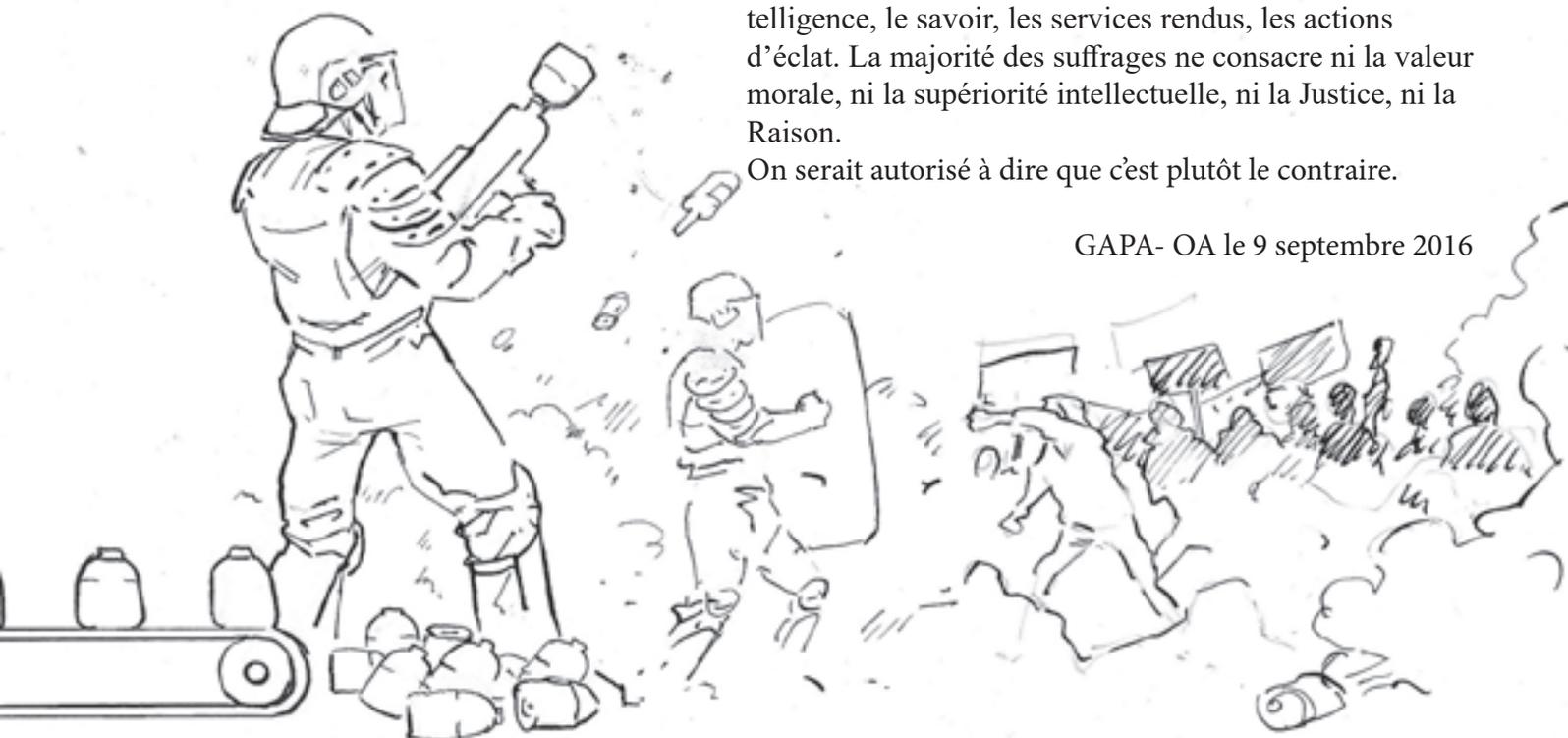
Est-il le salaire équitable des connaissances spéciales qu'ils ont acquises, des hautes études dont ils ont parcouru le cycle brillant, de l'expérience que leur vaut une existence toute de labeur ?

A-t-on exigé d'eux, comme des professeurs, des pharmaciens, des ingénieurs, des examens, des diplômes, l'admission dans certaines écoles, le stage réglementaire ?

Regarde : celui-ci doit son mandat à l'argent ; celui-là à l'intrigue ; ce troisième à une candidature officielle ; ce quatrième à l'appui d'un journal dont il a engraisé le caisse ; cet autre au vin, au cidre, à la bière ou à l'alcool dont il a empli le gosier de ses mandants ; ce vieux aux coquetteries complaisantes de sa jeune femme ; ce jeune aux promesses éblouissantes qu'il a prodiguées de palmes, de bureaux de tabacs, de places et de recommandations ; tous à des procédés plus ou moins louches qui n'ont aucun rapport avec le mérite ou le talent ; tous, de toutes façons, au nombre de suffrages qu'ils ont obtenus. Et le nombre n'a rien à voir avec le mérite, le courage, la probité, le caractère, l'intelligence, le savoir, les services rendus, les actions d'éclat. La majorité des suffrages ne consacre ni la valeur morale, ni la supériorité intellectuelle, ni la Justice, ni la Raison.

On serait autorisé à dire que c'est plutôt le contraire.

GAPA- OA le 9 septembre 2016



# Élections d'ici, élections d'ailleurs.

Dans les pays où l'électoratisme est présenté comme la forme achevée de la démocratie, les élections s'enchaînent et les médias grand public les produisent en spectacle toujours plus proche du music-hall que du débat politique.

Cette année, les spectateurs sont bien servis : l'élection de D. Trump à la présidence des Etats Unis d'Amérique alimente le pitoyable spectacle de ces journalistes et politologues qui jouent à l'autocritique des imbéciles qui n'ont pas vu venir ce qu'ils présentent comme un séisme électoral... Après le Brexit, le Trump-it, ils se demandent si les présidentielles françaises ne seront pas le prochain tsunami à commenter...

L'indigence des pseudo-analyses que ces professionnels du spectacle people-itique nous servent dans les émissions de télévision et la presse à grande diffusion est consternante. Pas étonnant que, nourris de cette mélasse médiatique, de plus en plus de gens se détournent de la politique en s'abstenant de voter (ce qui n'est pas pour nous déplaire) mais surtout de lutter (ce qui n'est pas réjouissant) ou se réfugient dans le vote protestataire de droite ou de gauche.

La droite et l'extrême droite font leurs choux gras de cette situation. La gauche de gouvernement, en multipliant les cadeaux au patronat et en déconstruisant méthodiquement les droits et libertés des salariés et du citoyen leur prépare une belle alternance. On voit mal en effet au vu des nombreuses candidatures qui se profilent à gauche et à l'extrême gauche comment il pourrait en être autrement d'ici quelques mois. Si contre tout pronostic, la gauche devait se maintenir au pouvoir elle continuerait le chantier de démolition lancé avec la « Loi Travail ».

La gauche et l'extrême gauche continuent inlassablement de pousser le « peuple de gauche » dans les impasses de l'électoratisme et ce faisant, finissent par en détourner une part toujours plus importante vers la résignation ou l'aventure droitiste.

Ici comme ailleurs, c'est toujours la même tambouille. Au Brésil, le coup d'état politico-judiciaire qui a mené à la destitution de la présidente brésilienne Dilma Rousseff par une bande de politiciens tous plus corrompus les uns que les autres est un bon exemple à méditer pour tous ceux qui s'entêtent à croire que la gauche peut cohabiter avec la droite au bénéfice du progrès social. Nos amis de la Fédération Anarchiste de Rio de Janeiro ont publié récemment une analyse édifiante de la trajectoire de Lula et du PT (Parti des Travailleurs) dont nous publions ici une traduction.

Ils nous rappellent qu'ici comme là-bas, la seule alternative d'avenir c'est la Révolution sociale et libertaire.

Groupe A Camus Toulouse – novembre 2016

## CONTRA O GOLPE NOS DIREITOS E A FARSA ELEITORAL!

Le dénouement du coup de force des puissants qui a évincé Dilma Rousseff, marque la fin du dénommé cycle « néo-progressiste » mené par le PT. La crise et l'instabilité politique au dernier étage, ajoutés aux luttes de pouvoir et aux intérêts du capital national et international, ont créé les conditions tout à fait opportunes pour un coup politique, juridique et médiatique contre le PT de la part de l'élite brésilienne au service des intérêts du marché international. Le PT a gouverné en s'alliant avec des secteurs oligarchiques de droite et est entré dans la cour des lobbies, des pots-de-vins et des caisses noires. Il a mené une politique économique au bénéfice du système financier et des grands capitaux tout en s'occupant des plus pauvres par des programmes sociaux.

Dans le même temps il a laissé intactes les structures de concentration des richesses et du pouvoir, en plus d'avoir consacré un bonne part des budgets au paiement de la dette publique.

Sous le gouvernement pétiste [du PT] la réforme agraire s'est pratiquement arrêtée (le gouvernement de Dilma est celui qui a le moins redistribué de terres depuis Fernando Henrique Cardoso) et l'agronégoce a imposé son modèle mortel aux peuples indigènes. C'est à dire que les « avancées » ont coûté un prix élevé au pays pendant que le ventre des puissants a continué de se remplir encore plus. Le résultat de la machinerie de pouvoir montée par le PT a été un coup de force parlementaire qui s'est formé grâce aux opportunités que le PT a ouvertes à la droite opportuniste.



Il est fondamental de ne pas oublier que la réforme (que nous appelons coup de force contre les droits) a commencé à être déployée sous le gouvernement pétiste.

La réforme fiscale, commencée par l'alliance PT / PMDB est maintenant menée plus avant par l'alliance PMDB / PSDB. Le gouvernement Temer a déjà affirmé que « tout ce qui est possible sera privatisé » et ce que nous avons devant nous est une nouvelle vague d'agressions contre les droits de la classe ouvrière. Dans notre état [l'état de Rio de Janeiro] le peuple est en train de payer la facture des jeux olympiques et des exemptions millionnaires offertes aux entreprises par le gouvernement du PMDB, allié historique du PT et du PC do Brasil dans cet état. La population noire et les favelas souffrent de la politique raciste et génocidaire des UPP (Unités de Pacification des Favelas) et l'éducation et la santé sont totalement précarisées.

Les 14 années d'hégémonie du projet démocratico-populaire sont arrivées à saturation. C'est la triste fin du gouvernementisme, des accords avec Katia Abreu, Sarney et ce qu'il y a de pire dans la politique nationale. Délogés de l'appareil d'état les cadres pétistes amènent dans les mouvements l'illusion que le coup de force opéré par les secteurs réactionnaires n'a aucune relation avec les pratiques tordues dans lesquelles le PT s'est enlisé. Ils préparent ainsi la tentative d'anticiper les élections de 2018 pour formuler un nouveau pacte social avec la bourgeoisie et prétendent à nouveau utiliser les mouvements sociaux et les syndicats comme marchepied pour le même projet politique vicié.

Il est clair que notre tâche dans la conjoncture actuelle doit être de résister à l'attaque contre nos droits et de dénoncer sous toutes les formes possibles la farce électorale qui n'offre aucune solution à la crise actuelle. Dans ce jeu de cartes truqué des élections il n'existe pas d'option qui protège nos droits.

Notre option ne peut être que la rupture avec la pratique de la compromission des mouvements sociaux et des syndicats avec la bureaucratie, l'agenda électoral et le parlementarisme, et le combat contre la politique des puissants par notre engagement et notre action collective.. Restaurer nos pratiques et notre culture combattives de démocratie directe et de base, pour construire le pouvoir populaire.

C'est l'heure de réaffirmer l'indépendance de classe des travailleurs contre les réformes économiques ; c'est l'heure de s'opposer au système corrompu de représentation de la politique bourgeoise avec la démocratie de base des organisations populaires ; c'est l'heure de généraliser la lutte dans les rues, les grèves, et les occupations hors des contrôles bureaucratiques et des calculs électoraux.

Pour cela nous vous invitons toutes et tous à construire une autre façon de faire de la politique. Une politique qui rejette la farce électorale et qui construise un pouvoir du peuple hors des urnes à partir de son organisation dans les quartiers, les assemblées [zones de colonisation associées à la politique de réforme agraire sur des terres expropriées ou sur des terres publiques], les écoles et les lieux de travail.

Septembre/2016. [www.farj.org](http://www.farj.org) / [anarquismo.noblogs.org](http://anarquismo.noblogs.org) / [farj@riseup.net](mailto:farj@riseup.net)

# POURQUOI SOMMES-NOUS ANARCHISTES ?



Budapest, 1956, Droits réservés

## ELISÉE RECLUS

*texte d'Elysée Reclus paru dans la Société Nouvelle le 31 août 1889*

« Les quelques lignes qui suivent ne constituent pas un programme. Elles n'ont d'autre but que de justifier l'utilité qu'il y aurait d'élaborer un projet de programme qui serait soumis à l'étude, aux observations, aux critiques de tous les révolutionnaires communistes.

Peut-être cependant renferment-elles une ou deux considérations qui pourraient trouver leur place dans le projet que je demande.

Nous sommes **révolutionnaires** parce que nous voulons la justice et que partout nous voyons l'injustice régner autour de nous. C'est en sens inverse du travail que sont distribués les produits du travail. L'oisif a tous les droits, même celui d'affamer son semblable, tandis que le travailleur n'a pas toujours le droit de mourir de faim en silence : on l'emprisonne quand il est coupable de grève.

Des gens qui s'appellent prêtres essaient de faire croire au miracle pour que les intelligences leur soient asservies ; des gens appelés rois se disent issus d'un maître universel pour être maître à leur tour; des gens armés par eux taillent, sabrent et fusillent à leur aise ; des personnes en robe noire qui se disent la justice par excellence condamnent le pauvre, absolvent le riche, vendent souvent les condamnations et les acquittements; des marchands distribuent du poison au lieu de nourriture, ils tuent en détail au lieu de tuer en gros et deviennent ainsi des capitalistes honorés. Le sac d'écus, voilà le maître, et celui qui le possède tient en son pouvoir la destinée des autres hommes. Tout cela nous paraît infâme et nous voulons le changer. **Contre l'injustice nous faisons appel à la révolution.**

Mais «la justice n'est qu'un mot, une convention pure», nous dit-on. «Ce qui existe, c'est le droit de la force !» Eh bien, S'il en est ainsi, nous n'en sommes pas moins révolutionnaires.

**De deux choses furie: ou bien la justice est l'idéal humain et, dans ce cas, nous la revendiquons pour tous ; ou bien la force seule gouverne les sociétés et, dans ce cas, nous userons de la force contre nos ennemis. Ou la liberté des égaux ou la loi du talion.**

Mais pourquoi se presser, nous disent tous ceux qui, pour se dispenser d'agir eux-mêmes, attendent tout du temps. La lente évolution des choses leur suffit, la révolution leur fait peur. Entre eux et nous l'histoire a prononcé. Jamais aucun progrès soit partiel, soit général ne s'est accompli par simple évolution pacifique, il s'est toujours fait par la révolution soudaine. Si le travail de préparation s'opère avec lenteur dans les esprits, la réalisation des idées a lieu brusquement: l'évolution se fait dans le cerveau, et ce sont les bras qui font la révolution.

Et comment procéder à cette révolution que nous voyons se préparer lentement dans la société et dont nous aidons l'avènement par tous nos efforts ?

Est-ce en nous groupant par corps subordonnés les uns aux autres ? Est-ce en nous constituant comme le monde bourgeois que nous combattons en un ensemble hiérarchique, ayant ses maîtres responsables et ses inférieurs irresponsables, tenus comme des instruments dans la main d'un chef ?

Commencerons-nous par abdiquer pour devenir libres ?

**Non, car nous sommes des anarchistes, c'est-à-dire des hommes qui veulent garder la pleine responsabilité de leurs actes, qui agissent en vertu de leurs droits et de leurs devoirs personnels, qui donnent à un être son développement naturel, qui n'ont personne pour maître et ne sont les maîtres de personne.**

Nous voulons nous dégager de l'étreinte de l'État, n'avoir plus au-dessus de nous de supérieurs qui puissent nous commander, mettre leur volonté à la place de la nôtre.

Nous voulons déchirer toute loi extérieure, en nous tenant au développement conscient des lois intérieures de toute notre nature. **En supprimant l'État, nous supprimons aussi toute morale officielle**, sachant d'avance qu'il ne peut y avoir de la moralité dans l'obéissance à des lois incomprises, dans l'obéissance de pratique dont on ne cherche pas même à se rendre compte. Il n'y a de morale que dans la liberté. C'est aussi par la liberté seule que le renouvellement reste possible. Nous voulons garder notre esprit ouvert, se prêtant d'avance à tout progrès, à toute idée nouvelle, à toute généreuse initiative.

Mais, si nous sommes anarchistes, les ennemis de tout maître, **nous sommes aussi communistes internationaux**, car nous comprenons que la vie est impossible sans groupement social.

Isolés, nous ne pouvons rien, tandis que par l'union intime nous pouvons transformer le monde. Nous nous associons les uns aux autres en hommes libres et égaux, travaillant à une œuvre commune et réglant nos rapports mutuels par la justice et la bienveillance réciproque.

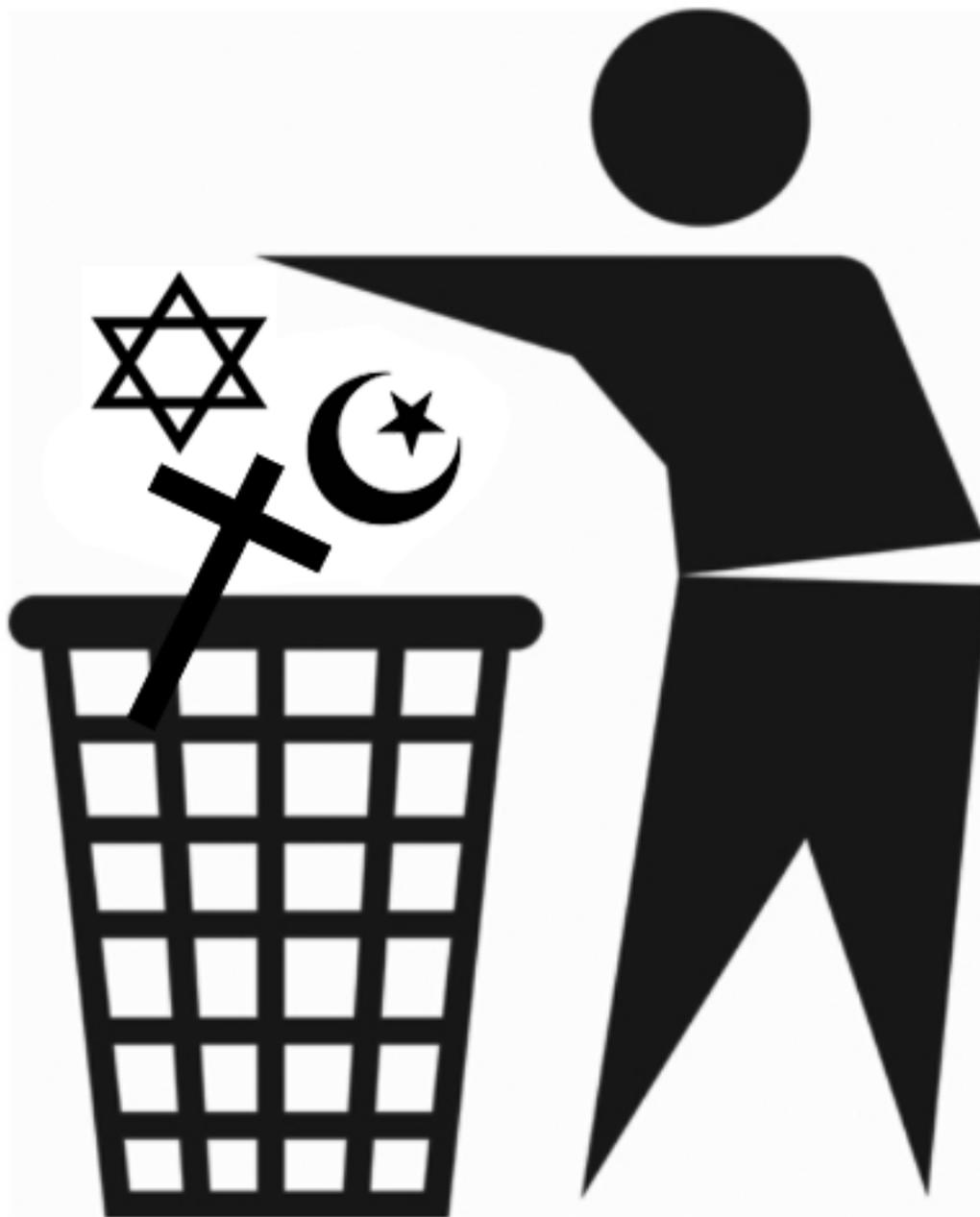
Les haines religieuses et nationales ne peuvent nous séparer, puisque l'étude de la nature est notre seule religion et que nous avons le monde pour patrie. Quant à la grande cause des férocités et des bassesses, elle cessera d'exister entre nous.

**La terre deviendra propriété collective, les barrières seront enlevées et désormais le sol appartenant à tous pourra être aménagé pour l'agrément et le bien-être de tous. Les produits demandés seront précisément ceux que la terre peut le mieux fournir, et la production répondra exactement aux besoins, sans que jamais rien ne se perde comme dans le travail désordonné qui se fait aujourd'hui. De même la distribution de toutes ces richesses entre les hommes sera enlevée à l'exploiteur privé et se fera par le fonctionnement normal de la société tout entière.**

Nous n'avons point à tracer d'avance le tableau de la société future : c'est à l'action spontanée de tous les hommes libres qu'il appartient de la créer et de lui donner sa forme, d'ailleurs incessamment changeante comme tous les phénomènes de la vie.

Mais ce que nous savons, c'est que toute injustice, tout crime de lèse-majesté humaine, nous trouveront toujours debout pour les combattre.

Tant que l'iniquité durera, nous, anarchistes-communistes-internationaux, nous resterons en état de révolution permanente. »



## **Ni dieux ni maîtres ! Athées pour penser librement**

*« Dieu est, donc l'homme est esclave. L'homme est libre, donc il n'y a point de Dieu. Je défie qui que ce soit de sortir de ce cercle, et maintenant, choisissons. »* écrivait Michel Bakounine.

Tous les espoirs sont permis et tout devient possible dès lors qu'on a fait le choix d'être et de penser librement. Il n'y a pas en effet de liberté possible si l'on admet la domination divine. C'est sans conteste ce qui fonde l'athéisme. C'est évidemment ce qui le met au fondement même de la pensée anarchiste.

On comprendra aisément que dans des sociétés fondées et organisées sur des rapports de domination le fait athée soit délibérément écarté, rejeté, nié voire réprimé.

Ceci étant force est de constater que les athées sont peu visibles : il y a donc des efforts à faire pour que l'athéisme ait droit de cité.

## Les religions nous oppriment

Un des fondements de l'idéologie anarchiste est la revendication de l'égalité économique et sociale : cela implique la dénonciation et le rejet de tous les systèmes de domination, la religion en est un et pas des moindres.

L'actualité de ces dernières années s'est beaucoup focalisée sur les manifestations plus ou moins spectaculaires de l'intégrisme musulman : attentats, guerres, dictatures féroces, droits de l'homme et de la femme bafoués en permanence. Condamnations à mort, lois islamiques, vitriolages, etc.. A chaque fois des hommes s'arrogent le droit de juger, de châtier, de tuer, de mutiler, d'emprisonner au nom de leur prophète, tout comme le faisaient en leur temps les inquisiteurs de l'église chrétienne.

Les autorités catholiques font mine de découvrir aujourd'hui les abus sexuels commis en toute impunité sur des générations d'enfants qui leur étaient confiés pour être catéchisés. Les mêmes autorités qui condamnent l'homosexualité, qui partent en guerre contre le droit à l'avortement et à la contraception.

Torah, Bible, Coran, tout est bon pour régenter nos vies, codifier, contrôler, enrégimenter, moraliser, asservir au nom de Dieu, de ses représentations et de ses interprétations. Dès le plus jeune âge, les religieux bourrent les crânes des enfants pour mieux les asservir à la pensée divine. L'oppression religieuse écrase le monde depuis des siècles.

### Laïcité : Dieu et l'Etat

Pas un jour, pas un journal télévisé sans qu'il soit question de religion. Au pays de la séparation des Églises et de l'État, la religion, les religions, qu'on aurait pu croire renvoyées à la sphère privée, ne cessent d'envahir la sphère publique.

Les religions et les pratiques religieuses occupent de manière récurrente le devant de la scène médiatique à tel point que les journalistes ne savent voir et analyser les événements qu'à travers le prisme des religions.

L'influence des religions sur la vie des citoyens est indéniable. A droite comme à gauche, il ne faut pas gratter beaucoup pour faire apparaître des considérations qui relèvent plus du catéchisme religieux que d'une morale républicaine, si tant est qu'il en existe une.

L'illusion de la laïcité ne résiste pas à la simple observation des faits et des comportements. La République est dans le religieux et les religions sont dans la République.

### Quant hurler à « l'islamophobie » détourne de la lutte anti-raciste

Déjouer les rouages du racisme, que ce soit dans notre quotidien à toutes et tous ou dans les discours et les actes des politiciens de tous bords, est et a toujours été essentiel dans notre démarche politique. L'instrumentalisation de « l'islam » à des fins racistes par l'extrême droite et les racistes de tous bords est indéniable et doit être dénoncée chaque fois qu'il est possible.

Toutefois, depuis plusieurs années, la lutte contre le racisme se voit détournée par des discours « *contre l'islamophobie* » et c'est là que le piège se referme. Tout d'abord parce qu'utiliser le contre-pied des « éléments de discours »/« arguments » racistes c'est donner crédit à ces éléments de discours. On ne répond pas à « *les noirs courent plus vite que les blancs* » par « *non c'est pas vrai les chinois aussi sont rapides* ».

Outre la faiblesse idéologique de ce terme, l'utiliser en lieu et place de l'anti-racisme a pour effet de restreindre considérablement le sens et le champ de cette lutte. Ensuite parce l'idéologie de « *la lutte contre l'islamophobie* » a d'abord historiquement servi à dénoncer le blasphème et dénigrer ceux et celles qui résistent à l'intégrisme. L'islamophobie est un terme et une idée utilisés en premier lieu par les intégristes. Qu'il soit repris aujourd'hui comme axe principal et quasi exclusif de la lutte contre le racisme tient de l'ironie politique s'il en est... Le glissement qui s'en suit vers l'impossibilité en ce prétexte de critiquer l'Islam au même titre que les autres religions est donc avant tout une victoire des intégristes... De même le discours qui consiste à dire qu'à cause des conditions socioéconomiques de ceux qu'on dit musulmans, on devrait s'abstenir de critiquer l'islam conduit à des positionnements aberrants et à des impasses.

## **Choisir la pensée égalitaire pour affirmer son athéisme**

Lorsqu'il est bien entendu que la critique féroce de la religion ne signifie en rien l'irrespect de l'individu croyant, censurer son affirmation athéiste, sous prétexte que d'autres quelque part vers l'obscurantisme politique et humain sont racistes, c'est ne pas être clair dans sa pensée égalitaire. La critique de l'Islam comme religion propagatrice d'oppression, d'obscurantisme politique, de sexisme au même titre que les autres religions, **n'est pas un discours de haine en direction des individu-es croyant-es**. Elle est un argument supplémentaire dans la réflexion sur l'émancipation et la libération de l'humanité des systèmes de domination.

Développer cette pensée et s'organiser avec d'autres dans cette réflexion ne nous positionne en rien comme l'avant-garde éclairée face à une masse aliénée. Dire aux croyants qui affirment « *Dieu est grand, il est amour* », « Dieu n'est rien, il n'existe pas » c'est bien le considérer à égalité et non en individu aliéné que nous devrions préserver de ce que d'autres ont détourné à des fins d'oppression. C'est ne pas céder à la condescendance que de s'opposer politiquement à ceux dont nous ne partageons pas les idées politiques. Où serait notre pratique égalitaire si nous n'osions pas affirmer notre athéisme au motif que d'autres instrumentalisent la religion à des fins racistes ?

### **Choisir son camp...**

*Nous choisissons de nous positionner du côté de cet homme qui dit à la radio qu'il est « musulman et que les dessins de Charlie le font beaucoup rire et que les caricatures de Mahomet ne le dérangent pas ». Nous choisissons d'être solidaires de cet Algérien immigré en France qui dit qu'il est Athée, qu'il en a autant marre d'être assimilé à un musulman que de voir des gens de gauche ne pas avoir le courage politique de critiquer cette religion...*

*Nous choisissons d'être solidaires des espagnol-es en lutte contre le recul du droit à l'avortement et l'enseignement de la religion à l'école.*

*Nous sommes avec ceux et celles de Tizi Ouzou qui ont choisit de manger en public pendant le ramadan pour protester contre les pressions religieuses de plus en plus fortes.*

*Nous sommes avec ceux et celles pour qui, parce que l'islam et le droit ne font qu'un dans leur pays, risquent la mort pour le seul fait d'être non-croyant.*

*Nous sommes avec ceux et celles de Charlie Hebdo qui revendiquent haut et fort le droit d'être athées et de rire de tout en général et du sacré en particulier...*

**Pour vivre heureux,  
vivons sans dieux !**

**Organisation Anarchiste  
- septembre 2016**



*Il nous est apparu important de signifier, au moment où le gouvernement français entreprend le démantèlement du camp de Calais et qu'il annonce sa destruction totale avant la fin de l'année, notre opposition radicale aux mesures anti-immigration de l'Etat, mesures que nous qualifierons de xénophobes et contraires à la dignité et aux droits humains.*

### **Un bref rappel de nos positions sur ce sujet.**

Nous sommes convaincus que tout être humain a le droit de vivre où il-elle le souhaite et bien évidemment dans d'excellentes conditions. Nous militons pour la liberté de circulation des personnes et nous luttons de ce fait pour l'avènement d'un monde sans frontières.

Nous pensons comme ce qui ressort de la déclaration universelle des Droits de l'Homme que TOUS les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Et cela indépendamment de leur lieu de naissance, leur culture, leur croyance ou leur couleur de peau.

Toute être humain a le droit imprescriptible à une vie décente, à la Santé, à un Logement décent, à l'accès à la Culture et à l'Education.

### **La politique des camps**

Depuis plusieurs années dans la plupart des pays européens, des camps de réfugiés sont érigés et ne cessent de s'agrandir, camps dans lesquels des populations entières vivent souvent dans un total dénuement, en ne disposant d'aucun moyen humain de subsister dignement et sans qu'aucune solution ne leurs soient fournie par les Pouvoirs public.

Pire même, les rares cas d'aide qui leurs sont fournies par l'entremise d'associations à but humanitaire et/ou de collectifs qui souhaitent venir en aide aux réfugiés font le plus l'objet de tracasseries et subissent très souvent la répression des forces de polices.

Ainsi à Vintimille, en Italie, de nombreux militants français venus pour aider les réfugiés des camps, se sont vus remettre une interdiction de territoire à la suite d'un contrôle de police (en Italie).

Les Etats et leurs polices mettent tout en œuvre afin d'intimider quiconque voudrait aider ces populations.

Il apparaît que les rares associations (la Croix rouge, Caritas...) autorisées à délivrer des aides sont sommées de collaborer avec la police et doivent fichier les migrants, au point où à Vintimille et ailleurs, certains des migrants refusent l'aide que proposent ces associations humanitaires dans le seul but d'éviter de tomber dans les rets des flics.

## **La chasse aux Sans Papiers**

Chaque jour en France des « Sans Papiers » sont arrêtés, emprisonnés, condamnés et expulsés dans la foulée hors des frontières hexagonales, et tout cela dans le plus grand mépris des droits humains international ( ???). Depuis juillet 2016 la France a été condamnée à 5 fois reprises par la Cour européenne des Droits de l'Homme pour le placement en rétention d'enfants...

Sur les 5 condamnations, 4 concernaient des préfectures qui avaient placé des familles accompagnées d'enfants au centre de rétention de Cornebarrieu (Toulouse).

Moins d'un mois après ces condamnations, la préfecture a de nouveau placé 2 familles au C.R.A. (Centre de rétention Administrative) de Toulouse.

Il est à noter que ces abus de pouvoir ne sont pas rares notamment quand il s'agit de l'arrestation et l'internement des « Sans Papiers ».

Une fois ces personnes expulsées, il est difficile pour elles de déposer des recours et bien évidemment de venir défendre leurs droits devant un tribunal.

Il en a été ainsi concernant deux frères internés deux semaines durant au centre de rétention de Cornebarrieu alors qu'ils disposaient d'un titre de séjour en bonne et due forme. Il a fallu que la CIMADE intervienne auprès du Ministère de l'immigration pour que la préfecture accepte de libérer les deux frères sur instruction de ce même ministère.

## **Le zèle préfectoral**

On voit très bien que la préfecture ne se contente pas de faire appliquer la loi mais que bien souvent elle la supplante en menant une politique anti-immigration.

Tout est mis en œuvre (...quels que soient les moyens employés), afin de faire obstacle au droit d'asile et, ce faisant de refuser toute aide à ces populations.

C'est dans cette optique que le Conseil départemental de la Haute-Garonne a décidé, le 12 avril 2016, de mettre fin à la prise en charge des jeunes mineurs isolés de plus de 19 ans qui étaient jusque là pris en charge jusqu'à leur 21ème année. Il en va de même pour la prise en charge de l'hébergement hôtelier qui a été supprimée.

A Toulouse c'est 150 mineurs qui se sont retrouvés dès le début septembre de cette année à la rue et 130 autres qui se retrouvent dans les hôtels mais qui ne sont pas scolarisés.

## **Une solution : la mobilisation et l'action**

Il revient aux militant-e-s anarchistes, aux libertaires et plus largement à toutes celles et tous qui sont épris de justice de se mobiliser et de mettre en garde l'ensemble des populations contre ces dérives xénophobes et inhumaines, en rappelant au passage qu'aujourd'hui comme hier, l'état laisse les gens dans la misère, l'état refuse d'apporter son aide, l'état empêche la solidarité, l'état emprisonne, l'état blesse, **L'ETAT TUE.**

GAPA & Groupe A Camus- OA-  
octobre 2016

Sources :

Clime, Collectif de Luttes et d'Informations Migrant(Es) <https://clime.noblogs.org/>

InfoMIE <http://infomie.net/>

noborder <http://www.noborder.org/>

# POUR UNE ÉCOLOGIE (RADICALEMENT) ANARCHISTE

## Penser global, agir local (E. Reclus)

### Préambule

Depuis un bon siècle, parmi les conséquences désastreuses du développement du capitalisme mondial – guerres, famines, misères sociales, abrutissement général des dirigeants et des populations... - à travers une industrialisation irréflective ( puisqu'uniquement basée sur une production économique n'ayant pour but que l'augmentation des richesses d'un petit nombre d'individus sur la Terre ), figure en bonne place l'accélération de la dégradation du climat et des milieux naturels, en même temps que la pollution (et destruction) des écosystèmes et la raréfaction des ressources naturelles.

Depuis 2007 et le rapport du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution des climats), les décideurs politiques, les capitalistes forcenés, l'élite intellectuelle, ne peuvent faire autrement que de prendre conscience de ces faits-là : la pollution rurale et urbaine s'étend à la terre entière, et ils en sont les coupables. Mais comment répondre aux populations touchées (humaines et animales) que la catastrophe arrive et qu'eux-mêmes, s'ils ne font rien, disparaîtront avec !

Faisons appel à nos chiens de garde, ils nous trouveront quelques solutions !, se disent-ils.

Politiquement, les hommes de pouvoir à la solde des capitalistes vont inventer de nouveaux partis dont la pensée dite écologiste n'est là que pour couvrir d'une couche enfumée leurs traîtres turpitudes. Économiquement, les capitalistes se frottent les mains d'avoir découvert de nouvelles façons de s'enrichir. Les élites intellectuelles en profitent elles aussi pour développer de soi-disant nouvelles formes de pensée qu'ils n'osent encore nommer écologistes, vu que l'écologie étant une science, ils ne peuvent en saisir les contours.

Nous pensons que le capitalisme ( et son corollaire, la domination de l'homme sur la nature), loin d'être en crise, est la cause première de la destruction des écosystèmes indispensables à une vie équilibrée de tous les êtres humains en rapport avec des ressources naturelles non dévoyées, et c'est pourquoi, en tant qu'anarchistes, nous militons pour une écologie radicalement libertaire.

### 1. Qui sont les coupables ?

Le constat accablant du GIEC, organisme à la solde des industriels (par l'intermédiaire des états), vient enfin apporter de l'air (scientifique) aux moulins à vent de tous les réformistes écologistes de tous poils qui depuis un certain nombre d'années tentaient de lancer des alertes timides. (De René Dumont – 1er écologiste à s'être présenté à une élection présidentielle en 1974- à Attac, les mouvements écologistes ont fait quelque peu florès dans le monde intellectuel, développant cette délirante idée que nous pouvons tout résoudre grâce au capitalisme vert !). Pour quel résultat ? Les problèmes environnementaux continuent de s'accroître, explosent, au détriment essentiellement de la grande majorité des humains (et de la Terre et tous ses occupants) avec laquelle ils essayent tant bien que mal de survivre.

Soyons logiques : dans la trilogie - hommes de pouvoir (Etat), capitalistes sans foi ni loi, élite intellectuelle imbue d'elle-même -, les scénarios annoncés concernant l'évolution de la catastrophe se suivent et se ressemblent, avec bien entendu quelques variantes que les chiens de garde du pouvoir se flattent de dégoiser à tout va sur tous les moyens de communication (pubs, télé, radios, internet...) que les capitalistes mettent à leur disposition.

Avec à chaque fois les mêmes constats : on tente, avec une nouvelle génération de dévots serviles, les dits Experts (le GIEC n'est-il pas un groupement d'experts ?), de mesurer les dégâts, et on affirme que l'on tient les choses en mains afin de rassurer le peuple.

Mais où en sommes-nous ? Chaque année, force est de constater que la misère humaine va grandissante, que les écosystèmes naturels se dégradent de plus en plus, et qu'à l'opposé, la trilogie fonctionne à plein régime, les capitalistes s'enrichissent (en exploitant sans foi ni loi), les dictatures s'enflamment dans des guerres innombrables ou autres terreurs (même soi-disant démocratiques), et les intellos pavoisent. Ils sont là les coupables.

## **2. Pourquoi l'écologie et les enjeux environnementaux ne peuvent se concilier avec le capitalisme**

L'écologie étant la science du rapport de l'humain avec son environnement, elle doit donc se soucier que l'humain établisse avec son environnement un rapport de qualité, basé sur une équité de droits et de devoirs entre les hommes et toutes les ressources naturelles (animales et végétales), au risque de voir le rapport se dégrader, comme on le constate aujourd'hui.

La définition de ce rapport ne peut être confiée à une poignée d'individus soi-disant éclairés, qui décideraient pour l'ensemble des humains ce que l'on doit faire des ressources naturelles. Ces dernières étant différentes et dispersées, seuls celles et ceux qui en sont proches et qui y vivent en connaissent leur nature et leurs qualités, seuls ils peuvent en tirer le meilleur parti, en retirer leurs besoins à travers une exploitation et une production qui permettront à ces ressources de se renouveler. Cette règle simple est totalement contraire à l'esprit et au fonctionnement du système capitaliste qui lui ne dépend non pas des hommes mais du profit économique (qui n'a que faire de la vie humaine). Le capitalisme, par nature et contre la nature, ne peut que créer des déséquilibres et de la violence en cause dans tous les problèmes environnementaux.

Citons quelques exemples d'industries destructrices d'environnements : l'industrie pétrolière, l'industrie de l'armement, le nucléaire, la chimie et sa sœur l'agrochimie, la pharmacie, etc... On pourrait citer des pages et de pages d'exemples de catastrophes écologiques sur le dernier siècle. Avec à la manœuvre quelques milliers d'escrocs, de malades, éparpillés sur la planète, nourris à la coke du profit, et dont évidemment seules les populations en sont victimes.

## **3. L'alternative anarchiste**

Pour nous, anarchistes, l'homme ne doit pas vivre pour dominer la nature, mais vivre en symbiose avec elle. Dans la mesure où les hommes s'organisent socialement pour exister, la liberté et l'égalité entre toutes et tous demeure le principe de base. La satisfaction des besoins de toutes et tous passe par le respect de l'accès aux pouvoirs décisionnels et aux ressources de manière égalitaire. Que l'on soit aujourd'hui dans un monde rural et urbain en constante évolution ne nuit nullement – pour paraphraser E.Reclus - à une pensée écologiste globale, et à la mise en place d'actions locales, contre toutes formes de concentrations des sociétés chargées de la propagande, qu'elles soient politiques (départements, régions, États-nations), industrielles (regroupements d'entreprises en vue d'un plus grand profit), intellectuelles (sociétés de marketing, journaux, etc...).

Ainsi, si aujourd'hui nous sommes persuadés que l'écologie capitaliste n'est qu'un paravent pour le système en place, toute les luttes contre celle-ci doivent être menées avec la plus grande fermeté pour la survie de nos écosystèmes, pour le respect de la biodiversité dans son ensemble, pour le respect de la dignité des populations, le respect de ses besoins en ressources naturelles et propres, et le respect de la nature dans sa nécessité de renouveler ces mêmes ressources dont nous avons besoin.

**HASTA LA VICTORIA SIEMPRE !!!**

## Brève de tribunal



« Deux mois ferme », crache le procureur, perché sur son promontoire, dans sa longue cape noire. Le Zorro des bourgeois et des flics. Le gars s'emporte, postillonne, bégaye sa rage devant l'assistance, supplie la justice de me couper le cou, et le reste. C'est qu'il en a de la colère sous sa toge, le pauvre homme. Sûrement quelque névrose admise, socialement utile, comme l'est la violence d'un flic ou le sadisme d'un maton. Tout en l'écoutant déblatérer sur mon sort, je songe une nouvelle fois à mes deux jours dans les sous-sols d'un certain commissariat, à la ventilation hurlante au-dessus de mon lit de béton, aux fouilles. Aux menottes jusqu'au tribunal, jusqu'au bureau du magistrat qui, plein d'une onctueuse générosité néanmoins rigide, m'épargna la case Maison d'Arrêt. « *Je vous laisse un mois pour préparer votre défense. En attendant, tenez-vous loin de notre ville. Des gens comme vous, on en veut pas !* ».

Un mois plus tard, nous y sommes. Alors l'autre rage, secoue sa robe. Que j'ai voulu défendre un pauvre bougre sans le toit en m'opposant à une cohorte de poulets zélés et remontés, ceci, le proc' ne l'entend pas. Des coups dans les jambes, un menottage rude, ma tronche contre la carrosserie, ça le proc' n'en a rien à braire. Lui me montre du doigt, de son doigt crochu de trop avoir jugé, et s'emporte. « *Cet homme entrave l'action de nos forces de l'ordre, volontairement, il s'en vante même. Un violent, agressif, qu'il convient de punir. Deux mois ferme* ».

Puis au suivant, à la suivante, etc... Quel théâtre. Chacun son rôle, sa pitrerie, couronnée selon la performance par du sursis, du ferme ou des jours amende, au choix. Seuls ne sont pas condamnés les peigne-cul affalés sur leur perchoir, pourtant les pires raclures, les plus vils acteurs de ce vaudeville ridicule. Mais bon, ne reste qu'à attendre la sentence, sifflante comme un coup de glaive. Tandis que ça se ronge les ongles côté jugés, on rigole à la barre, la greffière se poile, des avocats s'amusent. C'est ainsi, les uns jouent un salaire, les autres leur vie... Moi j'aurais pas dû. Pas dû m'approcher de l'interpellation du gars bourré, pas dû poser de question. Pas dû m'indigner, pas dû tenter de faire diversion et m'agripper plus loin à la devanture d'un commerce, pas dû résister jusqu'à l'arrivée des renforts, pas dû refuser de donner mon nom, pas dû me taire le temps de la garde à vue. Il aurait fallu rester citoyen, lever haut le bras vers le ciel et saluer le geste. Applaudir les uniformes et conspuer l'informe, le gueux, le rebelle. Puis continuer à marcher et consommer, comme tout un chacun, comme ce même proc' en short en week-end, avec sa femme, son chien et sa névrose.

Un mois avec sursis pour rien, ou pour l'exemple, à voir. Et des frais de justice, pour rentabiliser la chose. La justice est juste. Juste un spectacle !

## Parution récente



De 1925 à 1939 *La Révolution prolétarienne* fait partie de ces quelques revues incontournables qui marquèrent le mouvement des idées de l'entre-deux-guerres mondiales. Elle regroupait des militants syndicalistes qui avaient résisté à la marée patriotique et l'union sacrée pendant la première guerre mondiale. Favorable à la Révolution russe à ses débuts elle continua son chemin hors des clous à la fois de la voie réformiste comme de la subordination au Parti et au stalinisme.

Elle procéda à l'examen de tous les problèmes pratiques et théoriques qui se posaient au mouvement ouvrier, en publiant des articles de fond sur la question du communisme, mais aussi des études très documentées sur la vie syndicale, les grèves, la situation économique et industrielle.

Très tôt attentive à la condition des peuples colonisés comme à la naissance des mouvements d'émancipation, elle fut l'une des toutes premières à afficher un anticolonialisme virulent.

La revue fut un lieu de rencontre pour différents courants du mouvement ouvrier - marxistes, syndicalistes, libertaires -, qui combattaient le capitalisme comme le stalinisme.

Outre les fondateurs de la revue comme Monatte, Rosmer ou Louzon, la « RP » attira de nombreuses plumes prestigieuses tels Victor Serge, Boris Souvarine, Simone Weill, Daniel Guérin, Albert Paz, Jean Maitron, Michel Collinet, Marthe Bigot ou Edouard Berth.

### Informations utiles

Auteur : Edward Sarboni

Edition : *Acratie*

Date de parution : juillet 2016

Prix : 17.00 €

EAN : 9782909899534

Nombre de pages : 200 pages

Format : 19X25 c

Distributeur [Pl2d - Pollen Litteral Diffusion](#)

## Chronique bouquin



Autobiographie d'un « malfaiteur professionnel », comme aime à se décrire Courtois. Après des années de tôle, Georges Courtois, Karim Khaldi et Patrick Thiolet prenaient en otage la cour d'assises du tribunal de Nantes, aidés de flingues et de grenades. La télévision fut convoquée. Le 19 décembre 1985, jouant le tout pour le tout, Courtois et ses compagnons de misère défiaient la toute-puissante justice française.

### Les justes, et puis les autres...

« Messieurs, mesdames les jurés... Je vous déclare coupables ! Coupables d'être ici. [...] L'ignorance est une faute. On doit savoir. Quand on vient procéder à l'élimination de certains individus, on doit savoir ce qu'on fait. [...] Vous êtes coupables d'avoir participé à cette juridiction répressive. » Courtois

L'écrit acéré, Courtois nous pousse aux rires, des rires certes amers, mais des rires quand même. Dans le livre, l'ex-taulard démonte et brise tous ces dits innocents, fourbes planqués derrière le bouclier de la loi.

L'ordre bourgeois fait ses lois à son image. Ainsi, coupables sont ceux qui touchent à l'argent des riches, ceux et celles qui, de débrouille en débrouille, refusent de rentrer dans les clous et reprennent ce que chaque jour on nous vole. Pour Courtois, la prison est coupable, comme le sont la société de classes, la violence sociale, ces routes rectilignes tracées par les puissants à l'usage des dominés, éternellement courbés.

### Itinéraire d'un révolté

Courtois a passé plus de la moitié de sa vie sous les verrous, séquestré pour de menus larcins, dissimulé à la vue de tous, car trop ardent. On voulait faire de lui un plombier, on voulait lui coller une vie, une étiquette sur le front, un boulot, une routine. Lui choisira gangster, puis la prison, à l'infini, de transferts en transferts, de tribunaux en tribunaux. Une interminable spirale judiciaire.

C'est ainsi, certains naissent friqués, d'autres naissent pour servir, et quelques uns se retrouvent à onze balais à peine en cage pour mineurs, avec des tortionnaires en guise de surveillants. Courtois raconte son éducation pénitentiaire, puis la cambriole de jour, les prisons de Nantes et d'Angers, une carrière d'insulteur de magistrats, la prison de Poissy, l'expérience des Quartiers Haute Sécurité, l'isolement.

« Il n'y a rien de plus inhumain que la prison. C'est vivre comme un tube digestif ».

*Aux marches du Palais* est le récit d'un gars qui refusa justement de vivre comme un intestin, comme le souffre douleur des matons, humilié par la condescendance des juges, écrasé par le poids d'une société excluante, celle-là même qui crée des normes à son image et met ses anormaux en cage.



## **Pour contacter Organisation Anarchiste**

**oa-AT-infosetanalyseslibertaires.org**

## **Nos groupes et liaisons**

### **PERPIGNAN**

**Groupe Puig Antich**

messengerie: [contact\\_AT\\_groupe-puig-antich.info](mailto:contact_AT_groupe-puig-antich.info)

Librairie Infos 2, rue Théodore Guiter à Perpignan  
(près de la place des Poilus)

Permanences : samedi de 15H à 19H

### **TOULOUSE**

**Groupe Albert Camus**

messengerie: [groupe.albert.camus\\_AT\\_gmail.com](mailto:groupe.albert.camus_AT_gmail.com)

36 rue de Cugnaux 31300 Toulouse

Permanences : les Mardi de 18h30 à 19h30 se-  
maines impaire et les jeudi semaine paires .

### **COMMINGES** (Pyrénées centrales)

**Groupe Nosotros**

messengerie: [nosotros1936\\_AT\\_yahoo.fr](mailto:nosotros1936_AT_yahoo.fr)

### **MONTPELLIER**

**Groupe Victorine**

[groupe-victorine-oamp\\_AT\\_ntymail.com](mailto:groupe-victorine-oamp_AT_ntymail.com)

### **CARCASSONNE**

**Groupe Anarchiste de Carcassonne**

messengerie: [groupecarcassonne\\_AT\\_gmail.com](mailto:groupecarcassonne_AT_gmail.com)

### **93**

**Liaison Région parisienne**

écrire au secrétariat

messengerie: [oa\\_AT\\_infosetanalyseslibertaires.org](mailto:oa_AT_infosetanalyseslibertaires.org)

### **AUCH**

**Liaison du Gers**

ecrire au secrétariat

messengerie: [oa\\_AT\\_infosetanalyseslibertaires.org](mailto:oa_AT_infosetanalyseslibertaires.org)

### **ORLÉANS**

**Liaison du centre**

ecrire au secrétariat

messengerie: [oa\\_AT\\_infosetanalyseslibertaires.org](mailto:oa_AT_infosetanalyseslibertaires.org)

Nota: Dans les adresses mail, remplacer \_AT\_ par @